

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1685

1^{er} juillet 2014

SOMMAIRE

Active Participation S.à r.l.	80840	Luxembourg CB 2002 S.à r.l.	80838
Aerospace Services S.A.	80840	LVS II Lux XVII S.à r.l.	80855
Airmon Lux 2	80839	M. and J. CORPORATION S.A., société de gestion de patrimoine familial	80869
Bureau Center S.à.r.l.	80875	Marketing Control Holding S.A.	80840
Eurobahn A.G. Luxembourg	80834	Massimo Private S.A. SPF	80865
EVNA S.à.r.l.	80834	Mebo S.à.r.l.	80841
Fedynskmorneftegaz S.à r.l.	80834	Medea Development S.A.	80838
Findus PIK S.C.A.	80834	Medea Development S.A.	80840
Interactive Finance S.A.	80836	Multispace S.à r.l.	80875
International Participation - Inparfin - S.A.	80836	Naeva S.A.	80873
International Training for Success S.à r.l.	80837	Newalta Luxembourg Sàrl	80841
JeanMicha S.A.	80836	Nino L S.à r.l.	80839
J + V Heizung und Sanitär S.A.	80836	Novator Biogas Sweden S.à r.l.	80841
Kafin S.A.	80837	NovEnergia II - Energy & Environment (SCA), Sicar	80839
KCTG Holdings LP S.à r.l.	80837	PC Lux S.à r.l.	80877
Keystone Asset Management S.A.	80835	Pear (Luxembourg) Investment S.à r.l. ...	80855
Lacombe Investissement S.A.	80835	R Commodity Finance Fund	80842
LBLux SICAV-FIS	80876	Sequoia	80879
Lebourg Investments S.A.	80876	Sequoia S.A. - SPF	80879
Leeward Ventures Partners	80838	SFGD S.A.	80868
Leros Investissements Financiers S.A.	80837	Sopimo S.A.	80877
Longitude Intellectual Property S.à r.l. ...	80862	The Bank of New York Mellon (Internatio- nal) Limited, Luxembourg Branch	80869
Lukos S.A.	80835		

Eurobahn A.G. Luxembourg, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 5.890.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014060674/10.

(140070217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

EVNA S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4247 Esch-sur-Alzette, 106, route de Mondercange.

R.C.S. Luxembourg B 105.701.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MOKROSOVA Eva

La Gérante

Référence de publication: 2014060677/11.

(140070409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Fedynskmorneftegaz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 177.551.

Les comptes annuels pour la période du 15 mai au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2014.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014060681/13.

(140070360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Findus PIK S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 184.383.

Extrait des résolutions du conseil de gérance

En date du 28 avril 2014, le conseil de gérance de l'Actionnaire Commandité a décidé de transférer le siège social de la société de 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, à la nouvelle adresse 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et ce avec effet au 12 mars 2014.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note des changements suivants:

- Le siège social du gérant Findus PIK GP S.à r.l. a été transféré du 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et ce avec effet au 12 mars 2014.

- L'adresse professionnelle du membre du conseil de surveillance Carsten Michael Sons a changé de 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et ce avec effet au 12 mars 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2014.

Carsten SÖNS

Mandataire

Référence de publication: 2014060687/20.

(140070262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Keystone Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.
R.C.S. Luxembourg B 141.487.

Auszug aus dem Protokoll der Ordentlichen Generalversammlung vom 23. April 2014

Die Mandate der Verwaltungsräte Robert Langmantel, beruflich wohnhaft in 2a, rue des Capucins, L-1313 Luxembourg, Francois Metzler, beruflich wohnhaft in 2a, rue des Capucins, L-1313 Luxembourg und Karen Neil, werden verlängert bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2020.

Zum Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft für das Geschäftsjahr 2014 wird bestellt Compagnie Européenne de Révision, 15, rue des Carrefours, L-8124 Bridel, RCSL B 37039.

Keystone Asset Management S.A.

Référence de publication: 2014060769/14.

(140070177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Lacombe Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 1, rue du Fort Rheinsheim.
R.C.S. Luxembourg B 135.227.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 5 Novembre 2012 à 14.00 heures

L'assemblée Générale reconduit les mandats de Marc Ambroisien, Jean Chaillier, Reinald Loutsch et Elise Lethuillier en tant qu'Administrateurs et Fiduciaire Simmer & Lereboulet S.A., et non Fiduciaire Simmer et Lereboulet S.A. en tant que Commissaire aux Comptes, demeurant professionnellement au 18B rue de la Chapelle, L-8017 Strassen et inscrit au RCS Luxembourg sous le numéro B 73846, pour une durée de six ans. Leur mandat prendra fin à l'assemblée statuant sur les comptes de l'année 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 Novembre 2012.

Pour la société

Un Administrateur

Référence de publication: 2014060793/18.

(140070422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Lukos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 49.279.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013, tenue le 24 avril 2014, que:

Sont réélus Administrateurs et ceci pour une durée de six ans, leurs mandats prendront fin lors de l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2019:

- Monsieur Claudio SULSER, Administrateur de catégorie B
- Monsieur Francesco Maria RENNE, Administrateur de catégorie A
- Madame Mireille GEHLEN, Administrateur de catégorie A
- Monsieur Thierry JACOB, Administrateur de catégorie C, demeurant au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg
- Monsieur Jean-Hugues DOUBET, Administrateur de catégorie C, demeurant au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

Pouvoir de signature: Conjointe à trois Administrateurs, un de catégorie A, un de catégorie B, un de catégorie C.

Est réélu Réviseur d'entreprises agréé pour la même période:

- ERNST & YOUNG S.A.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014060800/22.

(140070155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Interactive Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 160.235.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014060755/9.

(140070323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

International Participation - Inparfin - S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 23.175.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014060760/9.

(140070325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

JeanMicha S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 97.794.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle du 30 avril 2014, tenue au siège de la société

Les mandats des trois Administrateurs, à savoir Messieurs Jean-Marc FABER, Christophe MOUTON et Manuel BORDIGNON, et du Commissaire aux Comptes, à savoir la Fiduciaire Jean-Marc Faber & Cie Sàrl, ne sont pas reconduits. Il est décidé de les rayer auprès du RCS.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

JEANMICHA S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014060768/16.

(140070339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

J + V Heizung und Sanitär S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3322 Bivange, 14, rue de la Forge.

R.C.S. Luxembourg B 96.806.

EXTRAIT

Il découle de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 25 avril 2014, les décisions suivantes:

- de révoquer, à compter du 25 avril 2014, Monsieur WIRTZ Kunibert, domicilié à D-76356 WEINGARTEN, 16, Elsterweg, en tant qu'administrateur et administrateur-délégué.

- de reconduire, à compter du 25 avril 2014, le mandat d'administrateur de Monsieur TADIC Vjekoslav, demeurant 14, rue de la Forge à L-3322 BIVANGE, jusqu'en 2020 et de nommer Monsieur TADIC Vjekoslav, prédit, à compter du 25 avril 2014, comme administrateur-délégué jusqu'en 2020.

- de nommer, à compter du 25 avril 2014, Monsieur GRABOVICKIC Miladin, demeurant 43, rue des 3 Cantons à L-4970 BETTANGE-SUR-MESS, en tant qu'administrateur, jusqu'en 2020.

- de reconduire, à compter du 25 avril 2014, le mandat d'administrateur de Madame ZEKIC Jelka, demeurant 14, rue de la Forge à L-3322 BIVANGE, jusqu'en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 30 avril 2014.

MORBIN Nathalie.

Référence de publication: 2014060766/20.

(140070349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Kafin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1473 Luxembourg, 2A, rue Jean-Baptiste Esch.

R.C.S. Luxembourg B 93.793.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014060773/9.

(140070111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

KCTG Holdings LP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 146.069.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 7 novembre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 11 décembre 2013.

Référence de publication: 2014060775/11.

(140070223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Leros Investissements Financiers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 159.735.

Il résulte des décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 17 avril 2014 que Mme Geneviève BLAUEN-ARENDT, administrateur de sociétés, née 28 septembre 1962 à Arlon, Belgique, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, a été nommée à la fonction d'administrateur en remplacement de M. Fernand HEIM, démissionnaire.

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

Pour extrait conforme

SG AUDIT S.à r.l.

Référence de publication: 2014060785/14.

(140070100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

International Training for Success S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 98.274.

Extrait de la Résolution du Conseil de Gérance prise le 29 avril 2014

La société International Training For Success (ci-après désignée par «La Société») ayant son siège social au 12, avenue Charles de Gaulle à L-1653 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et de sociétés de Luxembourg sous le numéro B098274, ici représentée par son gérant unique Monsieur Christian Martin, né le 24 avril 1938 à F-Cherbourg, domicilié à 29, bvd Henri Ruel, F-94120 Fontenay sous Bois, (France) et agissant en sa qualité de gérant unique de la Société, conformément à l'article 1 bis de la loi de 1915 et à l'article 11 des statuts de la Société du 11 février 2004, décide de prendre les résolutions suivantes:

Nomination d'un nouvel administrateur de la Société, Monsieur Claude Elsen, demeurant à 55, rue Charles Arendt, L-1134 Luxembourg, né le 13 septembre 1947 à Luxembourg (Luxembourg), avec effet immédiat.

Changement d'adresse de la Société situé actuellement à l'adresse suivante: 3-7 rue Schiller, L-2519 Luxembourg

Changement d'adresse de Mr. Christian Martin demeurant actuellement à l'adresse suivante: 29, bvd Henri Ruel, F-94120 Fontenay sous Bois, (France)

Fait à Luxembourg, le 29 avril 2014.

Mr. Christian Martin.

Référence de publication: 2014060762/20.

(140070164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Leeward Ventures Partners, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 28, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 140.373.

—
EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 25 avril 2014 a renouvelé les mandats des gérants:

- Mr Peter VANDERBRUGGEN, directeur d'entreprise, 37 Thurloe Court, Fulham Road, SW3 6SB, Londres, Royaume-Uni, gérant.

- Mr Florian BERTHIER, employé privé, 28, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, gérant.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

Luxembourg, le 30 avril 2014.

Pour LEEWARD VENTURES PARTNERS

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2014060783/17.

(140070365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Medea Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 22.507.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 29 avril 2014 a renouvelé les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes pour un terme de six ans.

Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur Marc Koeune

- Monsieur Jean-Yves Nicolas

- Madame Andrea Dany

- Madame Nicole Thommes

Le commissaire aux comptes est CeDerLux-Services S.à r.l.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2020.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014060823/18.

(140070113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Luxembourg CB 2002 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 3.956.200,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 90.914.

—
EXTRAIT

En date du 28 avril 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- la démission de William Duncan Hawklns en tant que gérant B de la Société, est acceptée avec effet au 16 avril 2014;

- Robert John Jordan JR, né à New York, Etats-Unis d'Amérique, le 13 juillet 1960, avec adresse professionnelle au 775 Weybridge Pl Alpharetta GA 30022, Etats-Unis d'Amérique est nommé nouveau gérant B de la Société avec effet au 17 avril 2014 et pour une durée indéterminée.

Il est également porté à la connaissance des tiers que l'adresse de l'associé unique a changé. Désormais, la nouvelle adresse est: 309, Ugland House, South Church Street, George Town, Grand Cayman KY1-1104.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 30 avril 2014.

Référence de publication: 2014060791/19.

(140070332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

NovEnergia II - Energy & Environment (SCA), Sicar, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 124.550.

Extrait du procès-verbal de la réunion du gérant commandité tenue en date du 30 avril 2014

Constatation de la nouvelle adresse du Gérant Commandité NOVENERGIA GENERAL PARTNER S.A. à L-1226 Luxembourg, 2, rue J.-P. Beicht.

Pour extrait sincère et conforme
NOVENERGIA GENERAL PARTNER S.A.
Gérant Commandité

Référence de publication: 2014060849/14.

(140070253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Airmon Lux 2, Société Anonyme.

Capital social: EUR 33.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 121.664.

RECTIFICATIF

Suite à une erreur matérielle survenue dans la publication datée du 25 mars 2014, et déposée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 26 mars 2014, sous la référence L140050734:

Lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 18 mars 2014, l'actionnaire unique a décidé de nommer Laura Spitoni, avec adresse professionnelle au 1B, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, au mandat d'administrateur A, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013 et qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 avril 2014.

Référence de publication: 2014061008/17.

(140071158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.

Nino L S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5710 Aspelt, 3, rue Pierre d'Aspelt.
R.C.S. Luxembourg B 183.627.

Assemblée générale extraordinaire

Se sont réunis au siège de la société en assemblée générale extraordinaire le 07 avril 2014

- 1) M. LATIC Mijas (1965 0316 59597) demeurant à L-3222 BETTEMBOURG 23, rue de Dudelage et
- 2) M. LATIC Enis (1990 0606 17906) demeurant à L-3222 BETTEMBOURG 23, rue de Dudelage représentant la totalité des parts sociales de la société NINO L S.à r.l. d'une part, et
- 3) M. LATIC Alan (1996 0513 09962) demeurant à L-3222 BETTEMBOURG 23, rue de Dudelage d'autre part.

1) Cession de parts sociales

M. LATIC Mijas vend 25 parts de la société NINO L S.à r.l. à M. LATIC Enis ainsi que 50 parts de la société NINO L S.à r.l. à M. LATIC Alan.

Suite à cette cession sous seing privé, les parts sociales sont réparties comme suit: M. LATIC Mijas prénommé n'a plus de parts

M. LATIC Enis prénommé	50 parts
M. LATIC Alan prénommé	50 parts
TOTAL	100 parts.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Aspelt, le 07 avril 2014.

M. LATIC Mijas / M. LATIC Enis / M. LATIC Alan.

Référence de publication: 2014060848/23.

(140070154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Marketing Control Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.
R.C.S. Luxembourg B 42.234.

Hiermit lege ich mein Mandat als Administrateur et président zum 28. Februar 2014 nieder.
Den 29. April 2014.

Georges Majerus.

Référence de publication: 2014060819/9.

(140070355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Medea Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 22.507.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014060824/9.

(140070114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Active Participation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.921.962,00.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 107.453.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 15 avril 2014 à 10.00 heures à Luxembourg

- L'assemblée décide à l'unanimité de renouveler le mandat de Gérants de Messieurs Joseph WINANDY, Koen LOZIE et de JALYNE SA. représentée par Monsieur Jacques BONNIER.

- Les mandats des Gérants viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui approuvera les comptes au 31 décembre 2014.

Pour copie conforme
Signatures
Gérant / Gérant

Référence de publication: 2014061033/16.

(140070911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.

Aerospace Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 73.268.

EXTRAIT

Il résulte de la résolution de l'actionnaire unique en date du 18 avril 2014 que:

- La démission de Marta Ventura en tant qu'administrateur est acceptée avec effet au 28 juin 2013;
- La démission de Wim Rits en tant qu'administrateur est acceptée avec effet au 17 avril 2014;
- La démission de Giovanni La Forgia en tant qu'administrateur est acceptée avec effet au 17 avril 2014;
- Barbara Neueburg, avec adresse au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, a été nommée nouvelle administrateur avec effet au 28 juin 2013 et ce jusqu'à l'assemblée générale de l'année 2019;
- Kaliroi Thouas, avec adresse au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, a été nommée nouvelle administrateur avec effet au 17 avril 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale de l'année 2020;
- Laetitia Vauchez, avec adresse au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, a été nommée nouvelle administrateur avec effet au 17 avril 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale de l'année 2020.

Pour extrait conforme
Luxembourg, le 30 avril 2014.

Référence de publication: 2014061038/20.

(140070920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2014.

Newalta Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 730.000,00.**

Siège social: L-5884 Hesperange, 300C, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 164.043.

—
Extrait rectificatif du dépôt n° 140057782 du 08.04.2014

Il résulte des résolutions prises le 28 mars 2014 que:

- Madame Céline BOUR démissionne de ses fonctions de gérant de classe A de la Société avec effet au 31 mars 2014;
- Madame Roza DIMITROVA, née le 25 février 1975 à Plovdiv, Bulgarie, résidant professionnellement au 20, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, est nommée gérant de classe A de la Société avec effet au 1^{er} avril 2014 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Newalta Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2014060837/16.

(140070350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Novator Biogas Sweden S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.000.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 114.696.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales en date du 16 Avril 2014 entre la société ARC Holdco Ltd. et la société Penham Biogas Ltd. une société des Iles Vierges Britannique ayant son siège social à Pasea Estate, Road Town Tortola, Iles Vierges Britannique et étant enregistrée sous le numéro 1819885, que la société ARC Holdco Ltd. a cédé 40.000 de ses parts sociales à la société Penham Biogas Ltd.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 25 Avril 2014.

Référence de publication: 2014060838/16.

(140070291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Mebo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8057 Bertrange, 9, rue du Chemin de Fer.
R.C.S. Luxembourg B 114.104.

—
Par la présente, la Société Mébo SàRL ayant son siège social

9 rue du chemin de fer L-8057 Bertrange,

Inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 114.104

Déclare que son actionnaire unique la société BKDV Holding SA ayant son siège social

9 rue du chemin de fer L-8057 Bertrange,

Inscrite au registre du commerce et des sociétés, sous le numéro B 112 126

a cédé la totalité de ses actions à la société

BKDV Holding Ltd ayant son siège social

2236 Albert Hoy Street Belize City, Belize C A

Bertrange, le 1^{er} janvier 2014.

MEBO Sàrl

9, rue du chemin de Fer

L-8057 Bertrange

Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014060822/22.

(140070091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

R Commodity Finance Fund, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 186.486.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the ninth day of April.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared:

1) R Commodity Finance Fund General Partner, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg trade and companies register, represented by Me Anaïs Sohler, lawyer, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy given on 9 April 2014,

2) Rothschild HDF Investment Solutions, a simplified joint stock company, incorporated and existing under the laws of France having its registered office at 29, avenue de Messine, 75008 Paris and registered with the French Registrar of Companies, under number n°337 744 577, represented by Me Anaïs Sohler, lawyer, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy given on 12 March 2014.

The proxies given, signed "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

The appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a "société en commandite par actions" named "R Commodity Finance Fund" and qualifying as a "société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé" ("SICAVFIS") which it intends to incorporate in Luxembourg.

Title I. Denomination, Duration, Object, Registered office

Art. 1. Name. There exists among the subscriber and all those who may become holders of shares of the Company, a company in the form of a société en commandite par actions (partnership limited by shares) qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (investment company with variable capital - specialised investment fund) under the name of R Commodity Finance Fund (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles").

Art. 3. Object. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in any kind of permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds (the "Law") and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg.

Subsidiaries, branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the General Partner.

The General Partner is authorised to transfer the registered office of the Company within the municipality of Luxembourg and, to the extent that it is allowed by the law, to any other municipality in the Grand-Duchy of Luxembourg.

The registered office may also be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for any amendment to the Articles.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economical, social or military events have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the net assets of the Company as defined in Article 12 hereof.

The capital of the Company shall be represented by two categories of shares (each, a "Category"), namely management share(s) ("Management Share(s)") held by the General Partner as unlimited shareholder (actionnaire commandité) of the Company and ordinary shares ("Ordinary Shares") held by the limited shareholders (actionnaires commanditaires) of the Company.

Each Ordinary Share and Management Share shall be referred to as a "share" and collectively as the "shares", whenever the reference to a specific Category of shares is not justified.

The initial capital is forty thousand US Dollars (USD 40,000) represented by one (1) Management Share and thirty-nine (39) Ordinary Shares fully paid-up and of no par value.

To the extent the capital requirements provided for under Luxembourg law are complied with, Ordinary Shares issued at the incorporation of the Company may be entirely redeemed at their initial value by the launch date of the first Sub-Fund (as disclosed in the Prospectus or determined by the General Partner).

The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by Luxembourg law and must be reached within twelve (12) months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the Law.

The General Partner may at any time as it deems appropriate decide to create one or more compartments or sub-funds within the meaning of article 71(1) of the Law (each such compartment or sub-fund, a "Sub-Fund"). Each Sub-Fund may be established for a limited or unlimited duration. The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding Sub-Fund and the assets of a specific Sub-Fund are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Sub-Fund.

The Shares to be issued in a Sub-Fund may, as the General Partner shall determine, be of one or more different classes (each such class, a "Class"), the features, terms and conditions of which shall be established by the General Partner. For the purposes of these Articles, any reference hereinafter to a "Class" shall also mean a reference to a "Sub-Class", unless the context otherwise requires.

The General Partner may create each Sub-Fund for an unlimited or a limited period of time.

The proceeds from the issue of shares of any Class within a Sub-Fund shall be invested pursuant to Article 18 hereof in securities of any kind or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or assets or with such other specific features, as the General Partner shall from time to time determine in respect of the relevant Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes.

The general meeting of shareholders of a Sub-Fund or Class, deciding with simple majority, or the General Partner may consolidate ("reverse split") or split the shares of such Sub-Fund or Class.

Art. 6. Issue of shares. The General Partner is authorised without limitation to issue further partly or fully paid shares, as determined by the General Partner, at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the General Partner and disclosed in the Prospectus, without reserving to the existing shareholders preferential or pre-emptive rights to subscription of the shares to be issued.

Investors shall have either to commit to subscribe for Ordinary Shares or may directly subscribe to Ordinary Shares, as determined by the General Partner and disclosed in the Prospectus.

In case the General Partner decides that investors have to commit to subscribe for Ordinary Shares, investors will be required to execute a subscription agreement and indicate therein their total committed capital (the "Commitment" or "Commitments"), subject to any minimum Commitment as may be decided by the General Partner. The procedures relating to Commitments and drawdown of the Commitments will be disclosed in the Prospectus and the subscription agreement.

If at any time an investor or shareholder fails to honour its Commitment through the full payment of the subscription price within the timeframe decided by the General Partner (a "Defaulting Investor") and referred to in the Prospectus, the General Partner has the authority, in addition to any legal remedies, to take vis-à-vis such Defaulting Investor the measures as disclosed in the Prospectus.

Unless otherwise decided by the General Partner and disclosed in the Prospectus, the issue price shall be based on to the Net Asset Value for the relevant Class, as determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof, plus all applicable subscription fees and charges, as the Prospectus may provide. The General Partner may also make any adjustment to the issue price as it may consider appropriate to ensure fairness between the shareholders. For the avoidance of doubt, the issue price may among others also be based at any time on the initial subscription price for the relevant Sub-Fund or Class, plus any applicable subscription fees and charges as the Prospectus may provide.

Ordinary Shares of the Company are restricted to institutional investors, professional investors or any other well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of the Law ("Eligible Investors").

The General Partner may delegate to any duly authorised manager or officer of the General Partner or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and/or delivering and receiving payment for such new Ordinary Shares, remaining always within the limits imposed by the Law.

The General Partner is further authorised to determine the conditions of any such issue and to make any such issue subject to payment at the time of issue of the shares.

The issue of shares shall be suspended if the calculation of the Net Asset Value is suspended pursuant to Article 11 hereof.

The General Partner may decide to issue shares against contribution in kind in accordance with Luxembourg law. To the extent required by the applicable laws and regulations, the contributed assets shall be valued in a report issued by the auditor of the Company. Any costs incurred in connection with a contribution in kind shall be borne by the relevant shareholder, unless the General Partner considers that the subscription in kind is in the interests of the Company in which case such costs may be borne in all or in part by the Company.

The General Partner reserves the right to accept or refuse any application in whole or in part in its entire discretion and without having to give the reasons thereof. The General Partner may also, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for Ordinary Shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds Ordinary Shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the General Partner, the other shareholders and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to any such holding in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or had failed to notify the Company of its loss of such status.

Art. 7. Form of shares. The Company will in principle issue shares in registered form only. The Company nevertheless reserves the right to issue bearer Ordinary Shares to the extent that it is in a position to check at all times the status of Eligible Investor of the holders of the bearer shares. In such a case, the General Partner may, in its entire discretion and under the conditions fixed by it, authorise ordinary shareholders to request the conversion of their registered Ordinary Shares into bearer Ordinary Shares. The costs relating to such conversion will be borne by the relevant shareholder, unless the General Partner decides at its discretion that all or part of these costs must be borne by the Company.

If and to the extent permitted, and under the conditions provided for by law, the General Partner may at its discretion decide to issue shares in dematerialised form. In such a case, the General Partner may authorise the holders of registered shares to request the conversion of their shares into dematerialised shares. The costs resulting from the conversion of registered shares at the request of their holders will be borne by the latter unless the General Partner decides at its discretion that all or part of these costs must be borne by the Company.

All issued registered shares of the Company other than dematerialised shares (if issued) shall be inscribed in the register of shareholders (the "Register"), which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefor by the Company. The Register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile as notified to the Company and the number and Class(es) of shares held by him.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that a shareholder does not provide an address, or such notices and announcements are returned as undeliverable to an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or any other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by the shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at any other address as may be set by the Company from time to time.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the Register as full owner of the shares. The Company shall be entitled to consider any right, interest or claim of any other person in or upon such shares to be non-existing, provided that the foregoing shall deprive no person of any right which he might properly have to request a change in the registration of his shares.

Holders of dematerialised shares must provide, or must ensure that registrar agents shall provide, the Company with information for identification purposes of the holders of such shares in accordance with applicable laws. If on a specific request of the Company, the holder of dematerialised shares does not furnish the requested information, or furnishes incomplete or erroneous information within a time period provided for by law or determined by the General Partner at its discretion, the General Partner may decide to suspend voting rights attached to all or part of the dematerialised shares held by the relevant person until satisfactory information is received.

The Company will recognise only one holder per share. In the event of joint ownership the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share(s) until one person has been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

Fractions of registered shares up to the number of decimal places to be decided by the General Partner will be issued if so decided by the General Partner. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets and any distributions attributable to the relevant Class on a pro rata basis. Fractions of dematerialised shares, if any, may also be issued at the discretion of the General Partner.

The Company shall decide whether share certificates shall be delivered to the shareholders and under which conditions or whether the shareholders shall receive a written confirmation of their shareholding.

Any share certificates shall be signed by the General Partner or any appointed delegate in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the "1915 Law").

Transfer of registered shares shall be subject to the conditions set forth in the Prospectus and shall be effected by inscription of the transfer in the Register to be made by the Company upon delivery of the certificate or certificates, if any, representing such shares, to the Company along with appropriate document(s) recording the transfer between the transferor and the transferee and any such other documentation as the Company may require. The transfer of dematerialised shares (if issued) shall be made in accordance with applicable laws.

The Company will refuse to give effect to any transfer of shares and refuse any transfer of shares to be entered in the Register in circumstances where such a transfer would result in shares being held by any person not qualifying as an Eligible Investor.

Art. 8. Destruction of share certificates. If share certificates are issued and if any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issue of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may elect to charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issue and registration thereof, or in connection with the annulment of the original share certificate.

Art. 9. Restrictions on the ownership of shares. The General Partner shall have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person not qualifying as an Eligible Investor, (b) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or (c) any person in circumstances which in the opinion of the General Partner might result in the Company incurring any liability or taxation or suffering any adverse disadvantage which the Company or part or all of its shareholders might not otherwise have incurred or suffered. More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, including but not limited to any "U.S. person" as may be defined in the Prospectus.

For such purposes the Company may:

a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such a registry would or might result in the share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company;

b) at any time require any person whose name is entered in the Register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of that shareholder's share rests or will rest in a person who is precluded from holding shares in the Company;

c) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company; and

d) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares or a certain proportion of the shares in the Company or whom the Company reasonably believes to be precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of shares, (i) direct such shareholder to (a) transfer his shares to a person qualified to own such shares, or (b) request the Company to redeem his shares, or (ii) compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "Redemption Notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon the shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to him at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the Redemption Notice. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, the shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

2) The price at which the shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (herein called the "Redemption Price") shall be an amount equal to the per share Net Asset Value of shares in the Company of the relevant Class, determined in accordance with Article 12 hereof, less any service charge (if any). Where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the Redemption Price by the Company, any of its agents and/or any other

intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the Redemption Price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the shareholder provides the Company, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability shall not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case the amount may no longer be claimed by the shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, any of its agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) Payment of the Redemption Price will in principle be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant Class and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to that person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in the notice. Upon deposit of the price as aforesaid no person interested in the shares specified in the Redemption Notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from the bank as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was other than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such a case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Art. 10. Redemption and Conversion of shares. As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Unless otherwise provided for a specific Sub-Fund or Class in the Prospectus, any shareholder may request the redemption of all or part of his/her/its shares by the Company under the terms, conditions and limits set forth by the General Partner in the Prospectus and within the limits provided by law and these Articles. Any redemption request must be filed by the shareholder in written form, subject to the conditions set out in the Prospectus of the Company, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued).

Unless otherwise decided by the General Partner and disclosed in the Prospectus, the Redemption Price shall be based on the Net Asset Value for the relevant Class as determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof less all applicable redemption fees and charges as the Prospectus may provide. This price may be rounded up or down, as the General Partner may determine, and such rounding will accrue to the benefit of the Company, as the case may be. The Redemption Price per share shall be paid within a period as determined by the General Partner provided that the share certificates, if issued, and any requested documents have been received by the Company.

The General Partner may determine any conditions (including any applicable notice period), required for lodging any redemption request of any specific Class or Classes. These conditions will be published in the Prospectus.

The General Partner may delegate to any duly authorised manager or officer of the General Partner or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

If and under the conditions provided for in the Prospectus, the General Partner may satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the applicable Redemption Price attributable to the shares to be redeemed as described in the Prospectus. To the extent required by the applicable laws and regulations, any such redemption will be subject to a special audit report by the auditor of the Company.

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, if any, will have to be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the General Partner considers that the redemption in kind is in the interests of the Company or made to protect the interests of the Company.

Any request for redemption is revocable under the conditions determined by the General Partner as disclosed (if any) in the Prospectus and in the event of suspension of redemption pursuant to Article 11 hereof or a deferral of the redemption request as provided for below and/or in the Prospectus. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day after the end of the suspension.

Unless otherwise provided for in the Prospectus, any shareholder may request conversion of whole or part of his shares of one Class of a Sub-Fund into shares of another Class of that or another Sub-Fund or the same Class of another Sub-Fund at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant Classes under the terms, conditions and limits set forth by the General Partner in the Prospectus. The General Partner may notably impose restrictions between Classes of shares as disclosed in the Prospectus as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the Prospectus. The conditions relating to the exercise of such right by the General Partner will (if any) be detailed in the Prospectus of the Company.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by the shareholder.

If with respect to any given Valuation Day, redemption requests and conversion requests exceed a certain level determined by the General Partner and set forth in the Prospectus (the "Redemption Gate"), the General Partner may decide that the processing or payment of part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for any such period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interests of the relevant Sub-Fund or Class.

Alternatively, the General Partner may at its discretion decide that the portion of the redemption and conversion requests exceeding such level be deferred to the following applicable Valuation Day and any subsequent applicable Valuation Day for as long as redemption and conversion requests exceed the Redemption Gate. All pending redemption and conversion requests will be reduced proportionally and, for any given Valuation Day, deferred redemption and conversion requests will be dealt in priority to new redemption and conversion requests in the Sub-Fund concerned. The redemption and conversion price applicable to deferred redemption and conversion requests will be the price as at the Valuation Day the portion of the deferred redemption/conversion request has been effectively taken into account.

The General Partner may refuse redemptions for an amount less than the minimum redemption amount as determined by the General Partner and disclosed in the Prospectus, if any, or any other amount the General Partner should determine at its sole discretion.

If a redemption or conversion were to reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one Sub-Fund or Class below the minimum holding amount as the General Partner shall determine from time to time and publish in the Prospectus of the Company, then that shareholder may be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his/her/its Ordinary Shares of that Sub-Fund or Class. The General Partner may also, in its absolute discretion, compulsorily redeem or convert any holding with a value of less than the minimum holding amount under the conditions disclosed in the Prospectus of the Company.

In exceptional circumstances relating to a lack of liquidity of certain investments made by certain Sub-Funds, the processing payment of redemption requests may be postponed and/or the issue, redemptions and conversions of shares suspended by the General Partner.

In the same circumstances, the General Partner may consider the creation of side-pockets via any means and to the largest extent authorised pursuant to applicable Luxembourg laws and regulations.

The General Partner may redeem shares for distribution purposes under the terms and conditions provided for in the Prospectus.

The General Partner or any duly appointed agent may further decide to compulsorily redeem shares the subscription of which would not be made in accordance with the Prospectus of the Company. Such redemption will be carried out under the most favourable conditions for the Company, including among other the possibility for the Company to keep the difference between the Redemption Price of the relevant shares and the subscription price when the latter is lower than the former or claim to the relevant investor that difference when the latter is higher than the former.

The General Partner may furthermore compulsorily redeem all or part of the shares held by a Defaulting Investor under the conditions provided for in the Prospectus. In such a case, the General Partner may retain from the redemption proceeds any sum owed to the Sub-Fund by the Defaulting Investor.

Shares redeemed by the Company shall be cancelled.

Art. 11. Frequency of the calculation of the NAV. The Net Asset Value of shares shall, for the purpose of the redemption, conversion or issue of shares, be determined by the Company or any agent appointed thereto, under the responsibility of the General Partner, from time to time, but in no event less than once per year, as the General Partner may determine (every day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a "Valuation Day").

The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value of one or more Sub-Fund(s) and consequently the issue, redemption and conversion of shares of such Sub-Fund(s), it being understood that where the context so requires "Sub-Fund" may also be read as "Class":

(a) during any period when any one of the stock exchanges or other principal markets on which a substantial portion of the assets of the Company attributable to such Sub-Fund(s), from time to time, is quoted or dealt in is closed (other than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund(s) quoted thereon; or

(b) during any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the General Partner, or the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner, disposal or valuation of the assets held by the Company attributable to such Sub-Fund is not reasonably practicable without this being seriously detrimental to the interests of shareholders; or

(c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund(s) or the current prices or values on any stock exchanges or other markets in respect of the assets attributable to such Sub-Fund(s); or

(d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such Sub-Fund(s) or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares of the Company cannot, in the opinion of the General Partner, be effected at normal rates of exchange; or

(e) from the time of publication of a notice convening an extraordinary general meeting of shareholders for the purpose of winding up the Company or any Sub-Fund(s), or merging the Company or any Sub-Fund(s), or informing the shareholders of the decision of the General Partner to terminate or merge any Sub-Fund(s); or

(f) when for any other reason, the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the General Partner.

Art. 12. Valuation regulations. The Net Asset Value of shares of each Class within each Sub-Fund (the "Net Asset Value") shall be expressed in the reference currency of the relevant Class (and/or in any other currencies as the General Partner shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined as at any Valuation Day (as specified in the Prospectus) by dividing the value of the total assets of the Sub-Fund properly allocated to that Class less the liabilities of the Sub-Fund properly allocated to that Class by the total number of shares of that Class outstanding as at any Valuation Day, in accordance with the rules set forth below.

The Net Asset Value per share may be rounded up or down as the General Partner shall determine.

The Net Asset Value per share will be calculated and available not later than the date set forth in the Prospectus. Unless otherwise provided for in the Prospectus, information regarding the valuations and calculations will be available at the registered office of the Company.

A. If, since the time of determination of the Net Asset Value as at the relevant Valuation Day, there has been a substantial change in the valuation of the investments attributable to the relevant Sub-Fund, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation until any subscription, redemption or conversion has been processed on the basis of the Net Asset Value so determined.

The assets of the Company shall be deemed to include (without limitation):

- (1) All cash at hand and on deposit, including interest accrued thereon.
- (2) All bills and demand notes payable and accounts receivable (including the proceeds of securities sold but not delivered).
- (3) All bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company.
- (4) All stock dividends, cash dividends and cash distributions declared receivable by the Company to the extent that information thereon is reasonably available to the Company.
- (5) All interest accrued on any interest-bearing asset owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of that asset.
- (6) The preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as they have not been amortised.
- (7) The liquidating value of all futures and forward contracts and all call and put options in which the Company has an open position.
- (8) All other assets of any kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(1) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making any such discount as the Company may consider appropriate in that case to reflect the true value thereof.

(2) The value of any securities and money market instruments will be determined on the basis of the last available price on the stock exchange or any other regulated market as aforesaid on which these securities, money market instruments or derivative instruments are traded or admitted for trading. Where such securities or money market instruments are quoted or dealt in one or by more than one stock exchange or any other regulated market, the General Partner shall make regulations for the order of priority in which stock exchanges or other regulated markets shall be used for the provision of prices of securities, money market or derivative instruments.

(3) If a security or money market instrument is not traded or admitted on any official stock exchange or any regulated market, or in the case of securities or money market instruments so traded or admitted the last available price of which does not reflect their true value, the General Partner is required to proceed on the basis of their expected sales price, which shall be valued with prudence and in good faith.

(4) OTCs will be valued at the market value fixed in good faith by the General Partner and according to generally accepted valuation rules that can be verified by auditor. Asset-based swap contracts will be valued by reference to the market value of the underlying assets. Cash-flow based swap contracts will be valued by reference to the net current

value of the underlying cash flows. Total return swaps will be valued by the calculation agent of each total return swap under the control of the auditor.

(5) Each share or unit in an open-ended investment fund will be valued at the last available net asset value (or bid price for dual priced investment funds) whether estimated or final, which is computed for such unit or shares on the same Valuation Day, failing which, it shall be the last net asset value (or bid price for dual priced investment funds) computed prior to the Valuation Day on which the Net Asset Value of the shares in the Company is determined.

(6) In respect of shares or units of an investment fund held by the Company, for which issues and redemptions are restricted and a secondary market trading is effected between dealers who, as main market makers, offer prices in response to market conditions, the General Partner may decide to value such shares or units in line with the prices so established.

(7) If, since the day on which the latest net asset value was calculated, events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of shares or units in other investment funds held by the Company, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the General Partner, such a change of value.

(8) If any of the aforesaid valuation principles do not reflect the valuation method commonly used in specific markets or if any such valuation principles do not seem accurate for the purpose of determining the value of the Company's assets, the General Partner may fix different valuation principles in good faith and in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

(9) Any assets or liabilities in currencies other than the relevant currency of the Company will be converted using the relevant spot rate quoted by a bank or other responsible financial institution.

(10) In circumstances where the interests of the Company or its shareholders so justify (avoidance of market timing practices, for example), the General Partner may take any appropriate measures, such as applying a fair value pricing methodology to adjust the value of the Company's assets.

(11) Debt instruments will be individually valued by the General Partner under the control of the auditor. As for Libor-based debt instruments, valuation will be established on a accrued interest basis. As for fixed rate debt instruments, valuation will be established on an actuarial basis. In the case of a credit event, the General Partner may decide to implement a discount relative to the occurred event.

The assets of a given Sub-Fund may be valued by reference to a financial model (mark-to-model approach).

The General Partner, at its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

For the purpose of calculating the price per share for the subsequent issue of shares the General Partner will be entitled to make any such adjustment to the Net Asset Value as it considers appropriate to ensure fairness between all shareholders.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include (without limitation):

- (1) All loans, bills and accounts payable.
- (2) All accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans).
- (3) All accrued or payable fees and expenses (including administrative expenses, management fees, including incentive fees, custodian fees, central administration agent's fees and registrar and transfer agent's fees).
- (4) All known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments in cash or in kind, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company.
- (5) An appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorised and approved by the General Partner, as well as an amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company.

(6) All other liabilities of the Company, of whatever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company, including, without any limitation, the incorporation expenses and costs for subsequent amendments to the constitutional documents, all translation costs, fees and expenses payable to the investment manager(s)/ advisor(s), including performance fees, if any, the custodian and its correspondent agents, the administrative agent, domiciliary and corporate agent, the registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any distributor or other agents and employees of the Company, as well as any permanent representatives of the Company in countries where it is subject to registration, the costs and expenses for legal, accounting and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any government agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, the cost of printing share certificates, if any, and the costs of any reports to the shareholders, expenses incurred in determining the Company's Net Asset Value, the cost of convening and holding shareholders' and directors' meetings, reasonable travelling expenses of directors, directors' fees, all taxes and duties charged by governmental or similar authorities and stock exchanges, the costs of publishing the issue and repurchase prices as well as any other operating costs,

including the costs of buying and selling assets, finder fees, financial, banking and brokerage expenses and all other administrative costs as well as interest, bank charges, currency conversion costs, postage, telephone and telex, insurance costs, including insurance costs for the directors, employees and agents of the Company, costs and expenses related to legal, notarial and /or administrative proceedings and indemnifications resulting from such proceedings, involving, directly or indirectly, the Company, directors, employees and agents of the Company as well as legal, as far as is permitted by law, notarial and/or administrative proceedings and indemnifications resulting from such proceedings, related, directly or indirectly to former or existing shareholders.

In assessing the amount of such liabilities, the Company shall take into account pro rata temporis any expenses or other costs, administrative and other, that occur regularly or periodically.

C. A separate pool of assets and liabilities in respect of each Sub-Fund shall be established in the following manner:

(1) Proceeds resulting from the issue of shares in different Sub-Funds shall be allocated in the Company's books to the pool of assets of that Sub-Fund and the assets, liabilities, commitments, revenues and expenses relating to that Sub-Fund shall be allocated to the corresponding pool in compliance with the provisions below.

(2) When an income or asset is derived from another asset, the income or asset will be recorded in the Company's books under the same Sub-Fund holding the asset from which it derived, and, on each revaluation of the asset, the increase or decrease in value shall be allocated to the corresponding Sub-Fund.

(3) When the Company incurs a liability attributable to a specific asset in a given pool of assets or to a transaction performed in relation to the assets of a given Sub-Fund, this liability shall be allocated to that Sub-Fund.

(4) If an asset or a liability of the Company cannot be allocated to a given Sub-Fund, this asset or liability shall be allocated to all Sub-Funds pro rata to their respective Net Asset Values or in any other manner the General Partner may decide in good faith.

(5) Following a dividend distribution to shareholders of a Sub-Fund, the Net Asset Value of that Sub-Fund shall be reduced by the amount of such distribution.

If two or more Classes have been created within a Sub-Fund, the allocation rules set out above shall apply, mutatis mutandis, to those Classes.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the General Partner or by any agent which the General Partner may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

D. For the purpose of valuation under this Article:

(a) each of the Company's shares subject to a redemption request shall be considered as a share issued and outstanding until the close of business on the Valuation Day on which it is redeemed and its price shall be considered a liability of the Company from the close of business on that Valuation Day until the price has been paid.

(b) each share to be issued by the Company in accordance with subscription forms received shall be considered as issued from the close of business on the Valuation Day of its issue.

(c) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the reference currency in which the Net Asset Value per share of the relevant Class is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant Class; and

(d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for the Company on such Valuation Day to the extent practicable.

Art. 13. Co-management. The General Partner may authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets established for two or more Sub-Funds on a pooled basis, or of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg collective investment schemes, all subject to compliance with applicable regulations.

Title III. Liability of holders of shares, Information of investors and transfers of shares

Art. 14. Liability of the shareholders. The holder of Management Share(s) is jointly and indefinitely and severally liable for all liabilities of the Company which cannot be met from the assets of the Company.

The holders of Ordinary Shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable for payment to the Company of the full subscription price of each Ordinary Share for which they subscribed and have been issued and any other outstanding commitments and other liabilities towards the Company associated with their undertaking to make a capital commitment to the Company. In particular the owners of Ordinary Shares shall not be liable for the debt, liabilities and obligations of the Company beyond the amounts of such payments.

Art. 15. Information of investors. To the extent the Prospectus does not directly include the information to be provided to investors pursuant to article 21 of the Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "AIFM Law") before they invest in the Company, the Prospectus will indicate where such information can be obtained.

Art. 16. Transfer of shares. Transfer of Ordinary Shares will be subject to the conditions provided for in the Prospectus.

The Management Share(s) held by the General Partner are exclusively transferable to a successor or additional manager with unlimited liability.

Title IV. Management and supervision

Art. 17. General Partner. The Company shall be managed by R Commodity Finance Fund General Partner, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "General Partner") in its capacity as unlimited shareholder of the Company.

The General Partner may be dismissed by the general meeting of shareholders, in accordance with the rules applicable to the amendment of these Articles.

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as manager of the Company, the Company shall not be dissolved and liquidated, provided the investment adviser (or, in its absence, the advisory committee) appoints an administrator, who need not to be a shareholder, to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint (without the consent of the General Partner), in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of the Articles, a successor General Partner. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

Art. 18. Power of the General Partner. The General Partner is vested with the broadest power to perform all acts of administration and disposition in compliance with the Company's corporate objects. All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the General Partner.

The General Partner shall, based upon the principle of spreading of risks, determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

The General Partner shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company.

It shall have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary, advisable or useful or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the General Partner has, and shall have full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

The General Partner may, from time to time, appoint officers or agents of the Company considered necessary for the operation and management of the Company, provided however that the holders of Ordinary Shares may not act on behalf of the Company without jeopardising their limited liability.

The officers and/or agents appointed, unless otherwise stipulated in the Articles, shall have the powers and duties given to them by the General Partner.

The General Partner may appoint special committee(s) (such as an advisory committee) in order to perform certain tasks and functions as described in the Prospectus.

Art. 19. Conflict of interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or entity shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one more of shareholder, managers or officers of the General Partner is interested in, or is a shareholder, director, officer or employee of such other company or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business. The General Partner or such officers shall not by reasons of such affiliation with such other company or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 20. Indemnification of the managers of the General Partner. To the widest extent permitted by Luxembourg law, the Company may indemnify any manager or officer of the General Partner, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the General Partner or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Any such person may not be indemnified in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in any action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of a settlement, any indemnity shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit any such breach of duty. The foregoing right of indemnity shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Signatory power. The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner, acting through one or more of its duly authorised signatories as designated by the General Partner at its sole discretion, or such person(s) to which such power has been delegated.

Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant will be handled in the name of the Company by the above mentioned General Partner.

Art. 22. Auditor. The Company shall appoint a réviseur d'entreprises agréé (approved statutory auditor) who shall carry out the duties prescribed by of the Law. The auditor shall be elected by the general meeting of the shareholders for a period determined by such meeting and until its successor is elected.

Title V. General meetings - Accounting year - Distribution

Art. 23. General meeting of shareholders. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent all the shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the Class of shares held by them. Without prejudice to any other powers reserved to the General Partner by these Articles or by law, it shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 24. Annual general meeting. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the first Wednesday of the month of March at 11 a.m. (Luxembourg time). If this day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the General Partner, exceptional circumstances so require.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at another date, time or place than those set forth in the preceding paragraph, which date, time and place are to be decided by the General Partner.

Other meetings of shareholders or of holders of shares of any specific Sub-Fund or Class may be held at any such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 25. Quorum and voting. The quorum and notice periods required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to his shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date. In case of dematerialised shares (if issued) the right of a holder of such shares to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to such shares will be determined by reference to the shares held by this holder as at the time and date provided for by Luxembourg laws and regulations.

Each share of whatever Class and regardless of the Net Asset Value per share within that Class is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram, telex, telefax message or any other electronic means capable of evidencing such proxy. Any such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting. A company may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of votes cast.

Unless otherwise provided for herein or required by law, no resolution affecting the interest of the Company towards third parties or amending the Articles shall be validly passed unless approved by the General Partner.

The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the general meeting, the agenda of the general meeting, the proposal submitted to the decision of the general meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms, which show neither a vote in favour nor against the resolution, or an abstention, shall be void. The Company will only take into account voting forms received three (3) days prior to the general meeting of shareholders they relate to.

Art. 26. Accounts and accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the first day of October and shall terminate on the thirtieth day of September of the following year. The accounts of the Company shall be prepared in accordance with the Luxembourg GAAP or such other permitted accounting standards the General Partner considers to be the most appropriate for the Company, as disclosed in the audited financial statements.

Art. 27. Distributions. The general meeting of shareholders, upon recommendation of the General Partner, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may declare dividends from time to time.

Interim dividends may be distributed upon decision of the General Partner.

No distribution of dividends may be made if, as a result thereof, the capital of the Company became less than the minimum prescribed by law.

A dividend declared but not paid on a share during five (5) years cannot thereafter be claimed by the holder of that share, shall be forfeited by the holder of that share, and shall revert to the Company.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

Title VI. Dissolution, Liquidation

Art. 28. Dissolution. Without prejudice to liquidation grounds provided for in the Law and the quorum and majority requirements applying thereto, shareholders may (with the consent of the General Partner) elect to dissolve the Company and to put it into liquidation in accordance with Article 29 hereof.

In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds may be distributed in kind to the holders of shares.

Art. 29. Liquidation and amalgamation of Sub-Funds / Classes. If the net assets of any Sub-Fund or Class fall below or do not reach an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such a Sub-Fund or Class to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic, monetary or political situation relating to the Sub-Fund or Class concerned justifies it, or in order to carry out an economic rationalisation, the General Partner has the discretionary power to liquidate that Sub-Fund or Class by compulsory redemption of shares of the Sub-Fund or Class at the Net Asset Value per share (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Day at which such a decision shall become effective. The decision to liquidate will be published by the Company prior to the effective date of the liquidation and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations. Unless the General Partner decides otherwise in the interest of, or in order to ensure equal treatment of the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or Class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of redemption or conversion charges (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses).

Notwithstanding the powers conferred on the General Partner by the preceding paragraph, a general meeting of shareholders of any Sub-Fund or Class may, upon proposal from the General Partner and with its approval, redeem all the shares of such Sub-Fund or Class and refund to the shareholders the Net Asset Value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such a general meeting of shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of the votes cast.

Assets which could not be distributed to the relevant shareholders upon the conclusion of the liquidation of a Sub-Fund or Class will be deposited with the Caisse de Consignation to be held for the benefit of the relevant shareholders. Amounts not claimed from escrow within the relevant prescription period will be liable to be forfeited in accordance with the provisions of Luxembourg law.

Upon the circumstances provided for under the second paragraph of this section, the General Partner may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company or to another undertaking for collective investment ("UCI"), or to another sub-fund within that other UCI (the "new Sub-Fund") and to re-designate the shares of the Sub-Fund concerned as shares of the new Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Any such decision will be notified to the shareholders concerned (and, in addition, the notification will contain information in relation to the new Sub-Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of charge, during that period. After that period, the decision commits the entirety of shareholders who have not used this possibility, provided however that, if the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign-based undertaking for collective investment, any such decision shall be binding only on the shareholders who are in favour of such an amalgamation.

Notwithstanding the powers conferred on the General Partner by the preceding paragraph, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund of the Company to another UCI, or to another sub-fund within that UCI, may be decided upon by a general meeting of the shareholders, upon proposal from the General Partner and with its approval, of the contributing Sub-Fund for which there shall be no quorum requirements and which shall decide upon such an amalgamation by resolution adopted by simple majority of the votes cast except when the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign-based UCI, in which case resolutions shall be binding only on the shareholders of the contributing Sub-Fund who have voted in favour of such an amalgamation.

Title VII. Final provisions

Art. 30. Depositary. The Company shall enter into a depositary agreement with a bank, which shall satisfy the requirements of the Luxembourg laws and the Law (the "Depositary").

In case of withdrawal of the Depositary, whether voluntarily or not, the Depositary will remain in function until the appointment which must happen within two months of another eligible entity. Should the appointment of a new depositary not be effective after a period of two (2) months after the effective date of the termination of the depositary agreement, the Depositary shall take all actions necessary for the preservation of the interests of the investors of the Company.

Where the law of a non-EU member country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in article 19 paragraph 11 (d) (ii) of the AIFM Law, the Company's Depositary can discharge itself of liability provided that the conditions laid down in Article 19, paragraph 14 of the AIFM Law are met.

Art. 31. Amendment of the Articles. These Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders. As indicated in Article 25 hereof, no resolution amending the Articles shall (unless otherwise provided for herein or required by law) be validly passed unless approved by the General Partner.

At any general meeting of shareholders convened in order to amend the Articles, including its corporate object or to resolve on issues for which the law refers to the conditions required for the amendment of the Articles, the quorum shall be a number of shareholders that represents not less than 50% of the share capital of the Company through the sum of their respective shareholdings. If the quorum requirement is not fulfilled a second meeting may be convened in accordance with the law. In such a case, the notice of the meeting shall reproduce the agenda and indicate the date and the result of the preceding meeting. The second meeting may validly deliberate irrespective of the portion of the shares represented.

In both meetings resolutions must be passed by at least two thirds of the votes cast, provided that no resolution shall be validly passed unless approved by the General Partner, unless otherwise provided by law or herein.

Art. 32. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the Law.

Art. 33. Preferential treatment of shareholders. The General Partner has taken into account the need to treat shareholders fairly in all procedures put in place in accordance with the AIFM Law (and notably in the inducement and conflict of interest policy). Nevertheless, it cannot be excluded that the General Partner grants (during the life of the Company) preferential treatment to some shareholders (through side letters or other arrangements). In such a case, information about any preferential treatment granted to certain shareholders will be available at the registered office of the Company to the extent and as required by the AIFM Law.

Transitional dispositions

- 1) The first financial year shall begin on the day of the incorporation and shall end on 30 September 2014.
- 2) The first annual general meeting shall be held in 2015.

Subscription and Payment

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the following amounts:

Subscriber	Management Share	Ordinary Shares	Subscribed Capital (USD)
R Commodity Finance Fund General Partner	1	0	1,000
Rothschild HDF Investment Solutions	0	39	39,000
Total	1	39	40,000

Proof of the payment in cash of the amount of USD has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately three thousand euro (EUR 3,000.-).

Statements

The notary drawing up this deed declares that the conditions set forth in Article 26, 26-3 and 26-5 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Extraordinary general meeting

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly conceived, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting of shareholders whereby they took the following resolutions:

First resolution

The registered office of the Company is set at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

Second resolution

KPMG Luxembourg S.à r.l., having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, has been appointed as approved statutory auditor of the Company for a period ending at the first annual general meeting.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, this deed is worded in English.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, said person appearing signed together with the notary, this original deed.

Signé: A. SOHLER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 avril 2014. Relation: LAC/2014/17570. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Releveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 avril 2014.

Référence de publication: 2014059484/764.

(140068696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2014.

Pear (Luxembourg) Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.525,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 144.142.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2014.

Carsten SÖNS

Un Mandataire

Référence de publication: 2014060282/12.

(140069155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2014.

LVS II Lux XVII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 186.474.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eleventh day of the month of April;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg);

THERE APPEARED:

LVS II Luxembourg II S.à r.l., a private limited liability company governed by the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade register under number B 176932, having its registered office at 60 Grand Rue, L-1660 Luxembourg,

here represented by Me Laura ROSSI, attorney-at-law, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal; said proxy after signature ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, through its proxyholder, declares to incorporate a société à responsabilité limitée, the articles of incorporation of which it has established as follows:

Title I. - Form - Object - Name - Registered office - Duration

Art. 1. There is formed by those present between the party noted above and all persons and entities who may become members in the future, a company with limited liability which will be governed by law pertaining to such an entity as well as by the present articles of incorporation (the "Company").

Art. 2. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in any company or enterprise in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may in addition establish, manage, develop and dispose of a portfolio of securities and patents of whatever origin, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities and patents, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, and to grant to - or for the benefit of - companies in which the Company has a direct and/or indirect participation and/or entities of the group, any assistance, loan, advance or guarantee.

The Company may among others: (i) acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments (including derivatives) representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private issuer whatsoever, including securities and financial instruments issued by securitisation vehicles; (ii) exercise all rights whatsoever attached to these investments or assets; (iii) enter into any kind of credit derivative agreements such as, but not limited to, swap agreements; (iv) grant any direct and/or indirect financial assistance whatsoever to the companies and/or enterprises in which it holds an interest or a participation or which are members of its group, in particular by granting loans, facilities, security interests over its assets or guarantees in any form and for any term whatsoever and provide them any advice and assistance in any form whatsoever including group treasury services; (v) make deposits at banks or with other depositaries and invest it in any other manner; and (vi) in order to raise funds which it needs to carry out its activity within the frame of its object, take up loans in any form whatsoever, accept any deposit from companies or entities in which it holds a participation or which is part of its group, to issue debt instruments in any form whatsoever. The enumeration above is enunciative and not restrictive.

The Company may issue any type of preferred equity certificates.

The Company may borrow in any form, proceed to the private issue of bonds and debentures and provide security in relation thereto.

In general, the Company may take any measure and carry out any operation, including without limitation, commercial, financial, personal and real estate transactions which it may deem necessary or useful for the accomplishment and development of its objects.

Art. 3. The Company is incorporated under the name of “LVS II Lux XVII S.à r.l.”.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the sole manager or of the board of managers (the “Board”).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the sole manager or of the Board.

In the event that the Board determines that extraordinary developments (such as political or military developments) have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. The Company is constituted for an undetermined period.

Title II. - Capital - Shares

Art. 6. The Company’s capital is set at eighteen thousand US Dollars (USD 18,000.-), represented by eighteen thousand (18,000) shares of a par value of one US Dollar (USD 1.-) each, all fully subscribed and entirely paid up. Each share confers the right to a fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the member(s) adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation.

The shareholders may create class(es) of shares by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation. Each class of shares will have the rights as described in these articles of incorporation from time to time.

The Company will recognise only one holder in respect of a share. In case of joint ownership, the Company may suspend the exercise of any right related thereto until one person has been designated to represent the joint owners towards the Company.

Art. 7. Shares may be freely transferred by a sole member to a living person or persons including by way of inheritance or in the case of liquidation of a husband and wife’s joint estate.

If there is more than one member, the shares are freely transferable among members. In the same way they are transferable to non-members but only with the prior approval of the members representing three quarters of the capital. In the same way the shares shall be transferable to non-members in the event of death only with the prior approval of the owners of shares representing three quarters of the rights owned by the survivors.

Title III. - Management

Art. 8. The Company is managed by one or more managers appointed and revoked, ad nutum, by the sole member or, as the case may be, the members. The managers constitute the Board. There may be managers of the category A (the “Managers A”, each individually a “Manager A”) and managers of the category B (the “Managers B”, each individually a “Manager B”). The Board may choose from among its managers a chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the Board. The Board shall meet upon call by the chairman, at the registered office of the Company or at any other place in the Grand Duchy of Luxembourg indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the Board, but in his absence, the Board may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board must be given to the managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be waived by all the managers by consent in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. A separate notice will not be required for a Board meeting to be held at a time determined in a prior resolution adopted by the Board.

Managers may approve by unanimous vote a circular resolution by expressing their consent to one or several separate instruments in writing or by telegram, telex, electronic mail or telefax confirmed in writing which shall all together constitute appropriate minutes evidencing such decision.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman, or by any two managers or, if applicable, by one Manager A and one Manager B. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by any two managers or, if applicable, by one Manager A and one Manager B, or by any person duly appointed to that effect by the Board.

The Board can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented by virtue of a proxy, which may be given by letter, telegram, telex, electronic mail or telefax to another manager or to a third party.

Resolutions shall require a majority vote. No resolution can be passed without the approval of at least one Manager A and one Manager B, if applicable. One or more managers may participate in a Board meeting by means of a conference call, a video conference or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. The Board meeting held by such means of communication is considered as having been held at the registered office of the Company.

The manager(s) is/are appointed for an unlimited duration and is/are vested with the broadest powers in the representation of the Company towards third parties. The Company will be bound by the signature of the sole manager or, in case of several managers, by the joint signature of any two managers or, if applicable, of any one Manager A and one Manager B.

The manager(s) is/are authorized to distribute interim dividends in accordance with the provisions of the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “1915 Law”).

The managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. As simple authorised agents they are responsible only for the execution of their mandate.

Title IV. - Decisions of the sole member - Collective decisions of the members

Art. 9. The sole member exercises the powers devolved to a meeting of members by the dispositions of section XII of the 1915 Law on sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof all decisions which exceed the powers of the manager(s) are taken by the sole member.

In the case of more than one member the decisions which exceed the powers of the manager(s) shall be taken by the members.

Each member may appoint a proxy to represent him at meetings.

One or more members may participate in a meeting by means of a conference call, a video conference or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. At least one member (or his proxyholder) is physically present at the registered office of the Company. The meeting held by such means of communication is considered as having been held at the registered office of the Company.

Any amendments of the articles of incorporation shall be resolved by the sole member or by a general meeting of members at the quorum and majority requirements provided for by the 1915 Law.

Title V. - Financial year - Balance sheet - Distributions

Art. 10. The Company’s financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

Art. 11. At the end of each financial year, there will be drawn up a record of the assets and liabilities of the Company, as well as a profit and loss account.

The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net annual profit of the Company shall be transferred to the Company's legal reserve until such time as the legal reserve amounts to one tenth of the issued capital. If at any time and for any reason whatsoever the legal reserve falls below one tenth of the issued capital the five percent annual contribution shall be resumed until such one tenth proportion is restored.

The excess is attributed to the sole member or distributed among the members if there is more than one.

However, the sole member or, as the case may be, a meeting of members may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of any reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Title VI. - Dissolution

Art. 12. The Company is not automatically dissolved by the death, the bankruptcy, the interdiction or the financial failure of a member.

The dissolution of the Company shall be resolved by the sole member or by a general meeting of members at the same majority requirements applying to an amendment of the articles of incorporation and the liquidation shall be carried out by the manager(s) in office or failing him/them by one or more liquidators appointed by the sole member or by a general meeting of members. The liquidator or liquidators shall be vested with the broadest powers in the realization of the assets and the payment of debts.

The assets after deduction of the liabilities shall be attributed to the sole member or, as the case may be, distributed to the members proportionally to the shares they hold.

Title VII. - General provisions

Art. 13. Neither creditors nor heirs may for any reason require the sealing of the assets or documents of the Company. For all matters not provided for in the present articles of incorporation, it shall be referred to the 1915 Law.

Subscription and payment

The eighteen thousand (18,000) shares representing the entire share capital of the Company have been subscribed by LVS II Luxembourg II S.à r.l., prenamed.

All the shares have been fully paid up in cash, so that the amount of eighteen thousand US Dollars (USD 18,000.-) is at the disposal of the Company, as has been proven to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Transitory provision

The first financial year shall begin today and finish on 31 December 2014.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about nine hundred Euro (EUR 900.-).

Resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the sole member, representing the entirety of the subscribed capital, has passed the following resolutions:

- 1) The following person is appointed manager A of the Company for an unlimited duration:
- George GRAHAM, with professional address at 11 Baker Street, London W1U 3AH, United Kingdom.
- 2) The following person is appointed manager B of the Company for an unlimited duration:
- Sansal OZDEMIR, with professional address at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.
- 3) The Company shall have its registered office at 60, Grand Rue, L-1660 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le onzième jour du mois d'avril;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg);

A COMPARU:

LVS II Luxembourg II S.à r.l., une société à responsabilité limitée soumise aux lois de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 176932, ayant son siège social au 60 Grand Rue, L-1653 Luxembourg,

ici représentée par Maître Laura ROSSI, Avocat à la Cour, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après signature ne varietur par la mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle partie comparante, par sa mandataire, a déclaré vouloir constituer une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Forme juridique - Objet - Dénomination - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts (la «Société»).

Art. 2. L'objet de la Société est d'accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute société ou entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra de plus créer, administrer, développer et céder un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, acquérir par investissement, souscription, prise ferme ou option d'achat tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et accorder aux sociétés, ou à leur profit, dans lesquelles la Société détient une participation directe et/ou indirecte et/ou à des entités du groupe toute assistance, prêt, avance ou garantie.

La société peut entre autres: (i) acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres titres de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et tous autres titres de créance et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers (y inclus des instruments dérivés) représentant des droits de propriété, droits de créance ou des valeurs mobilières négociables émis par tout émetteur public ou privé quelconque, y inclus des valeurs mobilières et instruments financiers émis par des véhicules de titrisation; (ii) exercer tous droits quelconques attachés à ces investissements ou actifs; (iii) entrer dans toute forme de contrats de crédit dérivés tels que, mais sans que cela soit limitatif, des contrats de swap; (iv) accorder toute assistance financière directe et/ou indirecte quelle qu'elle soit aux sociétés et/ou entités dans lesquelles elle détient un intérêt ou une participation ou qui font partie de son groupe, notamment par voie de prêts, d'avances, de sûretés portant sur ses avoirs ou de garanties sous quelque forme et pour quelque durée que ce soit et leur fournir conseils et assistance sous quelque forme que ce soit comprenant des services de trésorerie pour le groupe; (v) faire des dépôts auprès de banques ou tous autres dépositaires et les placer de toute autre manière; et (vi) en vue de se procurer les moyens financiers dont elle a besoin pour exercer son activité dans le cadre de son objet social, contracter tous emprunts sous quelque forme que ce soit, accepter tous dépôts de la part de sociétés ou entités dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe, émettre tous titres de dettes sous quelque forme que ce soit. L'énumération précitée est énonciative et non limitative.

La Société peut procéder à l'émission de toutes sortes de certificats préférentiels de capitaux.

La Société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission privée d'obligations de toute nature et fournir les sécurités y relatives.

Plus généralement, la Société peut prendre toutes mesures et accomplir toutes opérations, incluant, sans limitations, des transactions commerciales, financières, mobilières ou immobilières qu'elle jugera nécessaires ou utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Art. 3. La Société prend la dénomination de «LVS II Lux XVII S.à r.l.».

Art. 4. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision du gérant unique ou du conseil de gérance (le «Conseil»).

Il peut être créé par simple décision du gérant ou du Conseil, des succursales, filiales ou bureaux (autres que le siège statutaire de la Société) tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque le Conseil estime que des événements extraordinaires (tels que des événements d'ordre politique ou militaire) de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 5. La durée de la Société est illimitée.

Titre II. - Capital - Parts

Art. 6. Le capital social est fixé à dix-huit mille dollars US (USD 18.000,-), représenté par dix-huit mille (18.000) parts sociales d'une valeur nominale de un dollar US (USD 1,-) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

Chaque part sociale donne droit à une fraction des avoirs et bénéfices de la Société en proportion directe au nombre des parts sociales existantes.

Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associé(s) adopté suivant la manière requise pour modifier les statuts.

Les associés peuvent créer des classes d'actions par une résolution des actionnaires adoptée aux conditions requise pour la modification de ces statuts. Chaque classe d'actions aura les droits tels que décrits dans les statuts.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale. Si la propriété de la part sociale est indivise, la Société pourra suspendre l'exercice de tous les droits attachés à la part sociale jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée pour représenter les indivisaires à l'égard de la Société.

Art. 7. Toutes cessions entre vifs de parts sociales détenues par l'associé unique comme leur transmission par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne sont cessibles dans ce même cas à des non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être dans le même cas transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Titre III. - Gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés et révoqués, ad nutum, par l'associé unique ou, selon le cas, les associés. Les gérants constitueront le Conseil. Il peut y avoir des gérants de catégorie A (les «Gérants A»), chacun individuellement un «Gérant A») et des gérants de catégorie B (les «Gérants B»), chacun individuellement un «Gérant B»). Le Conseil peut choisir parmi les gérants un président. Il peut aussi choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, qui sera responsable pour tenir les minutes du Conseil. Le Conseil se réunira sur appel du président, au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand Duché de Luxembourg indiqué dans la convocation. Le président présidera toutes les réunions du Conseil, mais en son absence le Conseil peut nommer un autre gérant comme président pro tempore par un vote de la majorité présente à cette réunion.

Une convocation écrite de toute réunion du Conseil doit être donnée aux gérants au moins vingt quatre (24) heures à l'avance de la date prévue pour la réunion, excepté en cas d'urgence, auquel cas la nature et les raisons de cette urgence seront mentionnées dans la convocation. Il peut être renoncé à cette convocation par l'accord écrit de tous les gérants par câble, télégramme, télex ou fax, e-mail ou tout autre moyen de communication. Une convocation séparée ne sera pas requise pour une réunion du Conseil à tenir à une date déterminée dans une précédente décision adoptée par le Conseil.

Les gérants peuvent approuver à l'unanimité une décision prise par voie circulaire en exprimant leur vote sur un ou plusieurs documents écrits ou par télégramme, télex, courrier électronique ou télécopie confirmés par écrit qui constitueront dans leur ensemble les procès-verbaux propres à certifier une telle décision.

Les minutes de toute réunion du Conseil seront signées par le président ou par deux gérants ou, le cas échéant, par un Gérant A et un Gérant B. Des copies ou extraits de ces minutes en vue de leur production en justice ou autrement seront signées par le président ou par deux gérants ou, le cas échéant, par un Gérant A et un Gérant B, ou par toute autre personne dûment nommée à cet effet par le Conseil.

Le Conseil ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée en vertu d'une procuration, qui peut être donnée par écrit, télégramme, télex, courrier électronique ou télécopie à un autre gérant ou à un tiers.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix. Aucune décision ne peut être prise sans l'approbation d'au moins un Gérant A et un Gérant B, le cas échéant. Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par conférence vidéo ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. Une telle participation sera considérée comme équivalente à une présence physique à la réunion. Une réunion du Conseil tenue par ces moyens sera considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) pour une durée indéterminée et est/ sont investi(s) dans la représentation de la Société vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus. La Société sera engagée par la signature individuelle du gérant unique ou, en cas de plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux gérants ou, le cas échéant, d'un Gérant A et d'un Gérant B.

Le(s) gérant(s) est/sont autorisé(s) à distribuer des dividendes intérimaires moyennant le respect des dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales elle que modifiée (la «Loi de 1915»).

Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Titre IV. - Décisions de l'associé unique - Décisions collectives d'associés

Art. 9. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions relative aux sociétés à responsabilité limitée de la section XII de la Loi de 1915.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants seront prises par les associés.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Un ou plusieurs associés peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique, par conférence vidéo ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. Une telle participation sera considérée comme équivalent à une présence physique à la réunion. Au moins un associé (ou son mandataire) devra être présent au siège de la Société. Une réunion tenue par ces moyens sera considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société.

Toute modification aux statuts sera décidée par l'actionnaire unique ou par l'assemblée générale des associés aux conditions de quorum et de majorité prévues par la Loi de 1915.

Titre V. - Année sociale - Bilan - Répartitions

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 11. A la fin de chaque année sociale, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net annuel de la Société sera transféré à la réserve légale de la Société jusqu'à ce que cette réserve atteigne un dixième du capital souscrit. Si à un moment quelconque et pour n'importe quelle raison, la réserve légale représentait moins de un dixième du capital social, le prélèvement annuel de cinq pour cent reprendrait jusqu'à ce que cette proportion de un dixième soit retrouvée.

Le surplus du bénéfice net est attribué à l'associé unique ou, selon le cas, réparti entre les associés. Toutefois, l'associé unique, ou, selon le cas, l'assemblée des associés à la majorité fixée par les lois afférentes, pourra décider que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou être versé à un fonds de réserve extraordinaire.

Titre VI. - Dissolution

Art. 12. La Société n'est pas dissoute automatiquement par le décès, la faillite, l'interdiction ou la déconfiture d'un associé.

La dissolution de la Société sera décidée par l'associé unique ou par l'assemblée des associés aux mêmes conditions de majorité s'appliquant à la modification des statuts et la liquidation sera faite par le(s) gérant(s) en fonctions ou, à défaut, par un ou plusieurs liquidateurs, nommé(s) par l'associé unique ou, selon le cas, par l'assemblée des associés. Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera attribué à l'associé unique ou, selon le cas, partagé entre les associés dans la proportion des parts dont ils seront alors propriétaires.

Titre VII. - Dispositions générales

Art. 13. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, il sera fait référence à la Loi de 1915.

Souscription et libération

LVS II Luxembourg II S.à r.l., préqualifiée, a souscrit les dix-huit mille (18.000) parts sociales représentant l'entière part du capital social de la Société.

Elles ont été entièrement libérées en espèces de sorte que le montant de dix huit mille dollars US (USD 18.000,-) est à la libre disposition de la Société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le reconnaît expressément.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2014.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ neuf cents euros (EUR 900,-).

Résolutions prises par l'associé unique

Et à l'instant l'associé unique, représentant la totalité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

- 1) Est nommé gérant A de la Société pour une durée indéterminée:
- George GRAHAM, avec adresse professionnelle au 11 Baker Street, London W1U 3AH, Royaume-Uni.
- 2) Est nommé gérant B de la Société pour une durée indéterminée:

- Sansal OZDEMIR, avec adresse professionnelle au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

3) Le siège social de la Société est établi au 60, Grand Rue, L-1660 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: L: ROSSI, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 avril 2014. LAC/2014/18070. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 6 mai 2014.

Référence de publication: 2014059365/365.

(140068649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2014.

Longitude Intellectual Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 2.153.000,00.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 180.358.

In the year two thousand and fourteen, the first day of April.

Before us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

were taken the written resolutions of the sole shareholder of Longitude Intellectual Property S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 208, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 180.358 and having a share capital of four hundred ninety thousand United States Dollars (USD 490,000.-) (the Company).

The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, prenamed, on 26 August 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2775 of 6 November 2013. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended most recently pursuant to a deed received by Maître Francis Kessler, prenamed, on 11 November 2013 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 116 of 14 January 2014.

THERE APPEARED:

PS1 Luxco S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 208, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 179.585 and having a share capital of two hundred ninety-six thousand five hundred United States dollars (USD 296,500.-),

hereby represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing in Esch-sur-Alzette, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, as represented above, have requested the undersigned notary to record the following:

I. that the appearing party is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of the Company and represents the entire share capital of the Company;

II. that the Company's share capital is presently set at four hundred and ninety thousand United States Dollars (USD 490,000.-) represented by (i) nine thousand eight hundred (9,800) class A tracking units and (ii) four hundred eighty thousand and two hundred (480,200) class B tracking units, with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each;

III. that the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of one million six hundred sixty-three thousand United States Dollars (USD 1,663,000.-) in order to bring the share capital of the Company from

its present amount of four hundred and ninety thousand United States Dollars (USD 490,000.-) represented by (i) nine thousand eight hundred (9,800) class A tracking units and (ii) four hundred eighty thousand and two hundred (480,200) class B tracking units, with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, to two million one hundred fifty-three thousand United States Dollars (USD 2,153,000.-) by way of the issuance of (i) thirty-three thousand two hundred and sixty (33,260) class A units, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each and (ii) one million six hundred twenty-nine thousand seven hundred and forty (1,629,740) class B units, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each.

Subscription - Payment

Thereupon, the Sole Shareholder, represented as stated above, declares to subscribe to (i) thirty-three thousand two hundred and sixty (33,260) class A units having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each and (ii) one million six hundred twenty-nine thousand seven hundred and forty (1,629,740) class B units having a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, and to fully pay them up by a contribution in cash amounting to sixteen million six hundred and thirty thousand United States Dollars (USD 16,630,000.-) (the Contribution).

The Contribution in an aggregate amount of sixteen million six hundred and thirty thousand United States Dollars (USD 16,630,000.-) is to be allocated as follows:

- (i) an amount of one million six hundred and sixty-three thousand United States Dollars (USD 1,663,000.-) is to be allocated to the share capital account of the Company, with
 - a. thirty-three thousand two hundred and sixty United States Dollars (USD 33,260.-) to be paid up for the issuance of thirty-three thousand two hundred and sixty (33,260) class A units; and
 - b. one million six hundred twenty-nine thousand seven hundred and forty United States Dollars (USD 1,629,740.-) to be paid up for the issuance of the one million six hundred twenty-nine thousand seven hundred and forty (1,629,740) class B units; and
- (ii) an amount of fourteen million nine hundred and sixty-seven thousand United States Dollars (USD 14,967,000.-) is to be allocated to the share premium account of the Company attached to the shares.

The amount of sixteen million six hundred and thirty thousand United States Dollars (USD 16,630,000.-) corresponding to the Contribution is at the disposal of the Company.

Second resolution

As a result of the foregoing resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend Article 16.1 of the Articles so that it reads henceforth as follows:

“ Art. 16. Capital.

16.1 The share capital of the company is two million one hundred fifty-three thousand United States Dollars (USD 2,153,000.-) divided into

- (i) Forty-three thousand and sixty (43,060) class A tracking units with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (collectively the Class A Units and, individually, a Class A Unit); and
- (ii) two million one hundred nine thousand nine hundred and forty (2,109,940) class B tracking units with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each (collectively the Class B Units and, individually, a Class B Unit).

In addition to the share capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any unit(s) in addition to its (their) nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used for the purpose of the redemption of any units as per article 17. of these articles, to offset any net realized losses, to make distributions to the members or to allocate funds to the legal reserve.“

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and outgoing of any kind whatsoever borne by the Company, as a result of the presently stated, are evaluated at six thousand euro (EUR 6,000.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Esch-sur-Alzette, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le premier jour d'avril,
par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,
ont été prises des résolutions écrites de l'associé unique de Longitude Intellectual Property S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 208,

Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et disposant d'un capital social de quatre cent quatre-vingt-dix mille dollars américains (USD 490.000,-) (la Société).

La Société a été constituée le 26 août 2013 suivant un acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2775 du 6 novembre 2013. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte de Maître Francis Kessler, prénommé, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 116 du 14 janvier 2014.

A COMPARU:

PS1 Luxco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 208, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179.585 et disposant d'un capital social de deux cent quatre-vingt-seize mille cinq cents dollars américains (USD 296,500,-),

ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, de résidence professionnelle à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée en varetur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée ensemble avec celui-ci auprès des autorités d'enregistrement.

La partie comparante, tel que représentée ci-dessus, a requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. que la partie comparante est l'associé unique (l'Associé Unique) de la Société et détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;

II. que le capital social de la Société est fixé à quatre cent quatre-vingt-dix mille dollars américains (USD 490.000,-) représenté par (i) neuf mille huit cent (9.800) parts sociales traçantes de classe A et (ii) quatre cent quatre-vingt mille deux cent (480.200) parts sociales traçantes de classe B, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune;

III. que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant d'un million six cent soixante-trois mille dollars américains (USD 1.663.000,-) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de quatre cent quatre-vingt-dix mille dollars américains (USD 490.000,-) représenté par (i) neuf mille huit cent (9.800) parts sociales traçantes de classe A et (ii) quatre cent quatre-vingt mille deux cent (480.200) parts sociales traçantes de classe B, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune, à un montant de deux millions cent cinquante-trois mille dollars américains (USD 2.153.000,-) par l'émission de (i) trente-trois mille deux cent soixante (33.260) parts sociales de classe A ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune et (ii) un million six cent vingt-neuf mille sept cent quarante (1.629.740) parts sociales de classe B ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune.

Souscription - Libération

Ainsi, l'Associé Unique, tel que représenté ci-dessus, déclare souscrire à (i) trente-trois mille deux cent soixante (33.260) parts sociales de classe A ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune et (ii) un million six cent vingt-neuf mille sept cent quarante (1.629.740) parts sociales de classe B ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune, et les libère intégralement par un apport en numéraire d'un montant de seize millions six cent trente mille dollars américains (USD 16,630,000,-) (l'Apport).

L'Apport d'un montant total de seize millions six cent trente mille dollars américains (USD 16,630,000,-) sera alloué comme suit:

(i) un montant d'un million six cent soixante-trois mille dollars américains (USD 1.663.000,-) sera alloué au compte de capital social de la Société, avec

a. trente-trois mille deux cent soixante dollars américains (USD 33.260,-) qui seront libérés par l'émission de trente-trois mille deux cent soixante (33.260) parts sociales de classe A, et

b. un million six cent vingt-neuf mille sept cent quarante dollars américains (USD 1.629.740,-) qui seront libérés par l'émission d'un million six cent vingt-neuf mille sept cent quarante (1.629.740) parts sociales de classe B, et

(ii) un montant de quatorze millions neuf cent soixante-sept mille dollars américains (USD 14.967.000,-) sera alloué au compte de prime d'émission de la Société.

Le montant de seize millions six cent trente mille dollars américains (USD 16,630,000,-) correspondant à l'Apport est à la libre disposition de la Société.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'Associé Unique décide de modifier l'article 16.1 des Statuts, qui a désormais la teneur suivante:

« **Art. 16. Capital.**

16.1 Le capital social de la Société est fixé à deux millions cent cinquante-trois mille dollars américains (USD 2.153.000,-) alloué comme suit

(i) quarante-trois mille soixante (43.060) parts sociales traçantes de classe A ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune (collectivement, les Parts Sociales de Classe A, et individuellement, une Part Sociale de Classe A); et

(ii) deux millions cent neuf mille neuf cent quarante (2.109.940) parts sociales traçantes de classe B ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1,-) chacune (collectivement, les Parts Sociales de Classe B, et individuellement, une Part Sociale de Classe B).

En plus du capital social, un (des) compte(s) de prime d'émission sur le(s)quel(s) toute prime payée sur une (des) part (s) en plus de sa (leur) valeur nominale est transférée. Le montant du compte de prime d'émission peut être utilisé pour le rachat de parts en vertu de l'article 17. des présents statuts, compenser des pertes nettes, effectuer des distributions aux associés ou affecter les fonds à la réserve légale.»

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à six mille euros (EUR 6.000,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de la même partie, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Esch-sur-Alzette.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé avec nous, le notaire, l'original du présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 09 avril 2014. Relation: EAC/2014/5110. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014059338/178.

(140068170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2014.

Massimo Private S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 186.453.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze, le quinze avril.

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier nommé restera dépositaire de la présente minute.

A comparu:

«VALON S.A.», une société anonyme, établie et ayant son siège social au 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 63143),

ici représentée par Madame Christine RACOT, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 11 avril 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire de la personne comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle personne comparante, agissant en sa susdite qualité, a requis le notaire instrumentant, d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme que la partie prémentionnée déclare constituer:

Art. 1^{er}. Il est formé une société de gestion de patrimoine familial sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de «MASSIMO PRIVATE S.A. SPF».

Le siège social est établi à Luxembourg-Ville. Il pourra être transféré à tout autre endroit de la commune de Luxembourg par décision du Conseil d'administration.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège

social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

Art. 2. La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte, à l'exclusion de toute activité commerciale. La société pourra détenir une participation dans une société à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société. Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites des dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

Art. 3. Le capital social est fixé à six cent mille euros (600.000,-EUR) divisé en six cents (600) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Le capital social de la société pourra être porté de son montant actuel par décision du Conseil d'administration à un million d'euros (EUR 1.000.000,00) par la création et l'émission d'actions nouvelles de mille euros (EUR 1.000,00) chacune.

Le Conseil d'administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital en une seule fois ou par tranches successives par émission d'actions nouvelles, à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves de capital;

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles.

- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission ci-dessus mentionnée d'actions supplémentaires contre apports en espèces ou en nature.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le Conseil d'administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

De même, le Conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé. Le Conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait. Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

La société réservera ses actions aux investisseurs suivants:

- a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
- b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou
- c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Le Conseil d'administration devra choisir en son sein un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion sera conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'administration de la Société par voie de vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant son identification. Ces moyens de communication doivent respecter des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à la réunion, dont la délibération devra être retransmise sans interruption. La participation à une réunion par ces moyens est équivalente à une participation en personne à cette réunion. La réunion tenue par l'intermédiaire de tels moyens de communication sera réputée tenue au siège social de la Société.

Le Conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

Art. 6. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 7. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de la même année.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit le dernier vendredi du mois de mai à 10.00 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 10. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 11. La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.

2.- La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2015.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, le comparant préqualifié déclare souscrire à toutes les actions.

Toutes les actions ainsi souscrites ont été entièrement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de six cent mille euros (600.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26-1 et à l'article 26-3 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de deux mille cinq cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant le comparant pré-qualifié, représentant l'intégralité du capital social, s'est constitué en assemblée générale extraordinaire à laquelle il se reconnaît dûment convoqué, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, il a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

Deuxième résolution

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

1) LANNAGE S.A., société anonyme, 42 rue de la Vallée, L2661 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B-63130 avec pour représentant permanent Monsieur Jean-Marie BETTINGER, 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg;

2) VALON S.A., société anonyme, 42 rue de la Vallée, L- 2661 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B-63143 avec pour représentant permanent Monsieur Giacomo DI BARI, 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg;

3) KOFFOUR S.A., société anonyme, 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B-86086 avec pour représentant permanent Monsieur Guy BAUMANN, 42 rue de la Vallée, L- 2661 Luxembourg.

La société VALON S.A. est nommée Président du Conseil d'Administration.

Troisième résolution

Est appelée aux fonctions de commissaire:

«AUDIT TRUST S.A.» une société anonyme, avec siège social au 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 63115).

Quatrième résolution

Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2019.

Cinquième résolution

Le siège social est fixé au 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, la personne comparante prémentionnée a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: C. RACOT, C. WERSANDT.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 22 avril 2014. Relation: EAC/2014/5606. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014059386/174.

(140068433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2014.

SFGD S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 154.119.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2014.

Référence de publication: 2014060393/10.

(140069558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2014.

The Bank of New York Mellon (International) Limited, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 58.377.

—
Extrait de la résolution prise lors du conseil d'administration du 5 décembre 2013

Monsieur Joseph Gerard Wheatley, né le 27 mai 1960 à Dublin, Irlande, domicilié au Commerzbank House, Guild Street, IFSC, Dublin 1, Irlande, a été nommé en qualité d'administrateur de la société avec effet au 25 octobre 2013.

Le Conseil d'administration se compose comme suit:

1. Michael Colquhoun Cole-Fontayn
2. John Meikle Johnston
3. Hani Kablawi
4. James Christopher McEleney
5. John Michael Roy
6. Jonathan James Willis
7. Joseph Gerard Wheatley

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

The Bank of New York Mellon (International) Limited, Luxembourg Branch

Référence de publication: 2014060428/21.

(140069119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2014.

M. and J. CORPORATION S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 20.241.

In the year two thousand and fourteen, on the second day of the month of April;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Is held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of "M. and J. CORPORATION S.A., société de gestion de patrimoine familial", a public limited company ("société anonyme"), qualified as family wealth management company ("société de gestion de patrimoine familial"), governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, established and having its registered office in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 20241, (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Me Lucien SCHUMAN, notary then residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on February 24, 1983, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 86 of March 28, 1983,

and whose articles of association (the "Articles") have been amended several times and for the last time pursuant to a deed of Me Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg), on July 7, 2009, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1578 of August 17, 2009.

The Meeting is presided by Mrs. Ariane VIGNERON, employee, residing professionally in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

The Chairman appoints Mr. Amaury LUDES, employee, residing professionally in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, as secretary.

The Meeting elects Mrs. Joëlle RAGOT, employee, residing professionally in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, as scrutineer.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman has declared and requested the officiating notary to state:

A) That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda:

1. Removal of the nominal value of the shares;
2. Increase of capital in the amount of EUR 2,159,507.- (two million one hundred fifty-nine thousand five hundred and seven Euros) to bring it from its current amount of EUR 400,000.- (four hundred thousand Euros) to EUR 2,559,507.- (two million five hundred fifty-nine thousand five hundred and seven Euros), without creation of new share, by incorporation of a certain, liquid and payable claim.
3. Removal of the authorized capital;

4. Subsequent amendment of the article 5 of the by-laws;

5. Miscellaneous.

B) That the sole shareholder (the “Sole Shareholder”), duly represented, as well as the number of the shares held by him, are shown on an attendance list; this attendance list is signed by the proxy-holder of the Sole Shareholder, the members of the board of the Meeting and the officiating notary.

C) That the proxy of the represented Sole Shareholder, signed “ne varietur” by the proxy-holder of the Sole Shareholder, the members of the board of the Meeting and the officiating notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

D) That the whole corporate capital being represented at the present Meeting and that the sole shareholder, duly represented, declares having had due notice and got knowledge of the agenda prior to this Meeting and waiving to the usual formalities of the convocation, no other convening notice was necessary.

E) That the present Meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The Meeting decides to suppress the nominal value of the existing forty thousand (40,000) shares.

Second resolution

The Meeting resolves to increase the corporate capital by an amount of two million one hundred fifty-nine thousand five hundred and seven Euros (EUR 2,159,507.-) so as to raise it from its present amount of four hundred thousand Euros (EUR 400,000.-) to two million five hundred fifty-nine thousand five hundred and seven Euros (EUR 2,559,507.-), without issuing new shares of the Company, but by the increasing the accounting par value of the existing shares of the Company.

Payment of the capital increase

The Meeting states that the capital increase realised here-before has been fully paid up by the Sole Shareholder, namely the stichting governed by the laws of the Netherlands “Stichting S & V”, established and having its registered office in 4818CP Breda, Claudius Prinsenlaan 128, 3rd floor, registered with the Trade Chamber (“Kamer van Koophandel”) of Breda under number 20140536, by contribution in kind consisting into conversion into capital of an uncontested, current and immediately exercisable claim that it holds against the Company, valued at two million one hundred fifty-nine thousand five hundred and seven Euros (EUR 2,159,507.-) (the “Contribution”).

Assessment - Contribution report

The Contribution has been valued and described in a report, dated March 31, 2014, drawn up by “TEAMAUDIT S.A.”, a public limited company with registered office in L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, acting as independent qualified auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) in the Grand Duchy of Luxembourg, under the signature of Mr. Jean Bernard ZEIMET, according to articles 26-1 and 32-1 of the modified law of August 10, 1915 on commercial companies.

The conclusion of such report is the following:

Conclusion

“Based on our work, no facts came to our attention, which will make us believe that the global value of the contribution in kind is not at least corresponding to the increase of the par value of the existing shares.”

Such report, after having been signed “ne varietur” by the appearing persons and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Third resolution

The Meeting decides to cancel any dispositions relating to the authorised capital in article 5 of the Articles.

Fourth resolution

As a result of the above adopted resolutions, the Meeting decides to amend the article 5 of the Articles as follows:

“ **Art. 5.** Le capital social est fixé à deux millions cinq cent cinquante-neuf mille cinq cent sept euros (EUR 2.559.507,-), représenté par quarante mille (40.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont détenues par les investisseurs plus amplement définis ci-après.

Est considéré comme investisseur éligible au sens de la Loi:

- a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
- b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l’intérêt du patrimoine privé d’une ou de plusieurs personnes physiques ou
- c) un intermédiaire agissant pour le compte d’investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

Chaque investisseur doit déclarer par écrit cette qualité à l'attention du domiciliataire ou, à défaut, des dirigeants de la SPF.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi racheter ses propres actions.”

No further item being on the agenda of the Meeting and nobody asking to speak, the Chairman then adjourned the Meeting.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately evaluated at three thousand Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the French version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le deuxième jour du mois d'avril;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'“Assemblée”) de “M. and J. CORPORATION S.A., société de gestion de patrimoine familial”, une société anonyme, qualifiée comme société de gestion de patrimoine familial, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 20241, (la “Société”), constituée suivant acte reçu par Maître Lucien SCHUMAN, notaire alors de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 24 février 1983, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 86 du 28 mars 1983,

et dont les statuts (les “Statuts”) ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg), le 7 juillet 2009, publié au Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1578 du 17 août 2009.

L'Assemblée est présidée par Madame Ariane VIGNERON, employée, demeurant professionnellement à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

La Présidente désigne Monsieur Amaury LUDES, employé, demeurant professionnellement à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Madame Joëlle RAGOT, employée, demeurant professionnellement à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, comme scrutatrice.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

A) Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Suppression de la valeur nominale des actions;
2. Augmentation du capital social d'un montant de EUR 2.159.507,- (deux millions cent cinquante-neuf mille cinq cent sept euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 400.000,- (quatre cent mille euros) à EUR 2.559.507,- (deux millions cinq cent cinquante-neuf mille cinq cent sept euros), sans création de nouvelle action, par incorporation d'une créance certaine, liquide et exigible;
3. Suppression du capital autorisé;
4. Modification subséquente de l'article 5 des statuts;
5. Divers.

B) Que l'actionnaire unique (l'“Actionnaire Unique”), dûment représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il possède, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par l'actionnaire unique présent ou le mandataire qui le représente, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que la procuration de l'Actionnaire Unique représenté, signée "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant représentée à la présente Assemblée et que l'Actionnaire Unique, dûment représenté, déclare avoir été dûment notifié et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de supprimer la valeur nominale des quarante mille (40.000) actions existantes.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social d'un montant de deux millions cent cinquante-neuf mille cinq cent sept euros (EUR 2.159.507,-) afin de le porter de son montant actuel de quatre cent mille euros (EUR 400.000,-) à deux millions cinq cent cinquante-neuf mille cinq cent sept euros (EUR 2.559.507,-), sans émission nouvelles actions de la Société, mais par l'augmentation du pair comptable des actions existantes de la Société.

Libération de l'augmentation de capital

L'Assemblée constate que l'augmentation de capital ci-avant réalisée a été libérée intégralement par l'Actionnaire Unique, savoir la stichting régie par les lois des Pays-Bas "Stichting S & V", établie et ayant son siège social à 4818CP Breda, Claudius Prinsenlaan 128, 3rd floor, inscrite au Registre de Commerce ("Kamer van Koophandel") de Breda sous le numéro 20140536, moyennant apport en nature consistant en conversion en capital d'une créance certaine, liquide et immédiatement exigible qu'elle détient à l'encontre de la Société, évalué à deux millions cent cinquante-neuf mille cinq cent sept euros (EUR 2.159.507,-) (l'"Apport").

Evaluation - Rapport de l'apport

L'Apport a été évalué et décrit dans un rapport, daté du 31 mars 2014, dressé par "TEMAUDIT S.A.", une société anonyme avec siège social à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, agissant comme réviseur d'entreprises agréé indépendant à Luxembourg, sous la signature de Monsieur Jean Bernard ZEIMET, conformément aux articles 26-1 et 32-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

La conclusion dudit rapport est la suivante:

Conclusion

"Based on our work, no facts came to our attention, which will make us believe that the global value of the contribution in kind is not at least corresponding to the increase of the par value of the existing shares."

Ledit rapport, après avoir été signé "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte afin d'être enregistré avec lui.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de supprimer toutes dispositions relatives au capital autorisé dans l'article 5 des Statuts.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, l'Assemblée décide de modifier l'article 5 des Statuts comme suit:

" **Art. 5.** Le capital social est fixé à deux millions cinq cent cinquante-neuf mille cinq cent sept euros (EUR 2.559.507,-), représenté par quarante mille (40.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont détenues par les investisseurs plus amplement définis ci-après.

Est considéré comme investisseur éligible au sens de la Loi:

- a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
- b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou
- c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

Chaque investisseur doit déclarer par écrit cette qualité à l'attention du domiciliataire ou, à défaut, des dirigeants de la SPF.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi racheter ses propres actions."

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et personne ne demandant la parole, la Présidente a ensuite clôturé l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à trois mille euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version française prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. VIGNERON, A. LUDES, J. RAGOT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 avril 2014. LAC/2014/16401. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société;

Luxembourg, le 2 mai 2014.

Référence de publication: 2014059369/209.

(140068196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2014.

Naeva S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 31.795.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth of April.

Before US Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of NAEVA S.A., a Luxembourg public limited liability company ("société anonyme"), with registered office at 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 31795 (NIN 2010 2232 713) (the "Corporation"), which has been incorporated by deed of the public notary Maître Gérard LECUIT, then residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg, dated September 21st, 1989, published in the Mémorial C n°60 of 1990.

The articles of the Corporation have lastly been amended by a deed of the undersigned notary dated November 26th, 2010, published in the Mémorial C n°83 of January 15th, 2011.

The meeting is chaired by Ms. Peggy Simon, private employee, residing professionally at Echternach, 9, Rabatt, who appointed herself as scrutineer and the meeting elected as secretary Ms. Mariette Schou, private employee, residing professionally at Echternach, 9, Rabatt.

The chairman declares and requests the undersigned notary to act that:

I. The sole shareholder represented and the number of its shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxy will be registered with these minutes.

II. As appears from the said attendance list, two thousand eight hundred (2,800) shares, representing the entirety of the Corporation's share capital currently set at eighty-six thousand seven hundred and sixty-two Euro and seventy-three cents (EUR 86,762.73) are represented at the present extraordinary general meeting so that the meeting can validly decide on all the items of its agenda.

III. The agenda of the meeting is the following:

1. Anticipated dissolution of the Corporation;
2. Taking over by the sole shareholder of all of the Corporation's assets and close of the Corporation's liquidation;
3. Wholly and fully discharge granted to the directors and the statutory auditor of the dissolved Corporation for the exercise of their mandate; and
4. Decision to keep the accounting books and documents of the dissolved Corporation during a five years period at the registered office of the dissolved Corporation

The sole shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder expressly declares to proceed with the anticipated dissolution of the Company and to act as liquidator of the Company.

Second resolution

The activity of the Company has ceased; all the outstanding assets and liabilities of the Company are taken over by the sole shareholder which declares that all liabilities of the Company have been settled, and which is now personally liable for all liabilities and commitments of the Company, even those actually unknown; accordingly, the liquidation of the Company is considered to be closed.

Third resolution

The sole shareholder wholly and fully discharges the directors and the statutory auditor of the dissolved Corporation for the exercise of their mandate as of the date hereof.

Fourth resolution

The sole shareholder resolves to keep the accounting books and documents of the dissolved Corporation during a five years period at the registered office of the dissolved Corporation.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Corporation as a result of the present resolutions are estimated at approximately nine hundred Euro (EUR 900.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing company, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing company and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their Surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le seize avril.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de NAEVA S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 31795 (NIN 2010 2232 713) (la «Société»), qui a été constituée par acte reçu par le notaire Maître Gérard LECUIT, alors de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 21 septembre 1989, publié au Mémorial C numéro 60 de 1990.

Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu par un acte du notaire soussigné, en date du 26 novembre 2010, publié au Mémorial C numéro 83 du 15 janvier 2011.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Peggy Simon, employée privée, demeurant professionnellement à Echternach, 9, Rabatt,

qui se nomme elle-même comme scrutateur et l'assemblée désigne comme secrétaire Madame Mariette Schou, employée privée, demeurant professionnellement à Echternach, 9, Rabatt.

La présidente déclare et prie le notaire d'acter que:

I. L'actionnaire unique représenté et le nombre d'actions qu'il détient sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que la procuration, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Il appert de cette liste de présence que la totalité des deux mille huit cents (2.800) actions, représentant l'intégralité du capital social actuellement fixé à quatre-vingt-six mille sept cent soixante-deux Euros et soixante-treize cents (EUR 86.762,73), sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à son ordre du jour.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Dissolution anticipée de la Société;
2. Transfert de tout l'actif à l'actionnaire unique et clôture de la liquidation de la Société;

3. Décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat; et
4. Décision de conserver durant cinq ans au siège social de la Société tous les documents et pièces relatifs à la Société dissoute.

L'actionnaire unique décide de prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'activité de la Société ayant cessé, l'actionnaire unique déclare que tout passif de la Société est réglé et décide que tout l'actif lui est transféré et qu'il répondra personnellement de tous les engagements de la Société même inconnus à ce jour; partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

Troisième résolution

L'actionnaire unique donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat jusqu'à ce jour.

Quatrième résolution

L'actionnaire unique décide de conserver les documents et pièces relatifs à la Société dissoute durant cinq ans au siège social de la Société dissoute.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de neuf cents Euros (EUR 900.-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les personnes comparantes, toutes connues du notaire par leur Noms, Prénoms, statut marital et résidences, ont signé avec Nous, le notaire instrumentant, le présent procès-verbal.

Signé: P. SIMON, M. SCHOU, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 22 avril 2014. Relation: ECH/2014/785. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 25 avril 2014.

Référence de publication: 2014059425/119.

(140068153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2014.

**Bureau Center S.à.r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Multispace S.à r.l.).**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 32-34, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 8.888.

Im Jahre zweitausendvierzehn, am dritten Tag des Monats April;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Herr Mathias GUITTET, geboren in Cholet (Frankreich), am 18. August 1979, wohnhaft in L-3712 Rümelingen, 47, rue des Artisans, hier vertreten durch Frau Jessy BOUCHÉ, Angestellte, beruflich wohnhaft in L-1836 Luxemburg, 23, rue Jean Jaurès, auf Grund einer Vollmacht ausgestellt am 1. April 2014.

Welcher Kompotent den amtierenden Notar ersucht folgendes zu beurkunden:

- Dass die Gesellschaft mit beschränkter Haftung „MULTISPACE S.à.r.l.“, mit Sitz in L-2227 Luxembourg, 34, Avenue de la Porte-Neuve, eingetragen in Handels- und Firmenregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 8888, (die „Gesellschaft“), ursprünglich gegründet unter der Bezeichnung „BUREAU-CENTER S.à r.l.“, gemäß privatschriftlicher Urkunde aufgenommen am 10. September 1969, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Nummer 82 vom 18. Mai 1970,

und dass deren Statuten mehrmals abgeändert wurden und zum letzten Mal gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Patrick SERRES, mit dem Amtssitz in Remich (Großherzogtum Luxemburg), am 20. Januar 2010, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 471 vom 4. März 2010, enthaltend die Annahme durch die Gesellschaft ihrer jetzigen Gesellschaftsbezeichnung;

- Dass der Komparent erklärt einziger Gesellschafter (der „Alleingeschafter“) der Gesellschaft zu sein und dass er den amtierenden Notar ersucht die von ihm gefassten Beschlüsse zu dokumentieren wie folgt:

Erster Beschluss

Der Alleingeschafter beschließt die Gesellschaft in „Bureau Center S.à r.l.“ umzufirmieren und dementsprechend Artikel 1 der Statuten folgenden Wortlaut zu geben.

„ **Art. 1.** Die Gesellschaft trägt den Namen „Bureau Center S.à r.l.““

Zweiter Beschluss

Der Alleingeschafter beschließt den Gesellschaftssitz nach L-4010 Esch/Alzette, 12, rue de l'Alzette, Centre Mercure, zu verlegen und dementsprechend Artikel 2 der Statuten abzuändern wie folgt:

„ **Art. 2.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Esch/Alzette (Großherzogtum Luxemburg).

Die Adresse des Gesellschaftssitzes kann Innerhalb der Gemeinde durch einen Beschluss der Geschäftsführung verlegt werden.

Der Gesellschaftssitz kann auf Grund eines Beschlusses der Gesellschafter, welcher nach den gesetzlichen Regelungen, die für eine Änderungen der Statuten maßgeblich sind, ergeht, an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Durch einfachen Beschluss des Geschäftsführung können Niederlassungen, Filialen und Tochtergesellschaften, Agenturen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.“

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr neunhundertfünf Euro abgeschätzt.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe Komparent zusammen mit Uns dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: M. GUITTET, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 avril 2014. LAC/2014/16634. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société;

Luxembourg, le 2 mai 2014.

Référence de publication: 2014059415/53.

(140068193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2014.

Lebourg Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 41.547.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014060172/10.

(140069811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2014.

LBLux SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 3, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 132.782.

Die Bilanz vom 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 22. April 2014.

LBLux SICAV-FIS

Unterschriften

Référence de publication: 2014060168/12.

(140070012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2014.

Sopimo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 2C, Z.I. In den Allern.
R.C.S. Luxembourg B 97.567.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014059548/9.

(140068414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2014.

PC Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: RUB 2.277.800,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 181.124.

In the year two thousand and thirteen, on the thirty-first of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

PRIMO-JC Holdings Limited, a company incorporated under the laws of Jersey, with its registered office at Elizabeth House, 9 Castle Street, St Helier, JE2 3RT, Jersey, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 113879, represented by Mister Erwin VANDE CRUYS, private employee, with professional address in 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given on December 2013 (the Sole Shareholder),

which proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party has requested the undersigned notary to act that it represents the entire share capital of PC Lux S.à r.l. (the Company), established under the laws of Luxembourg, having its registered office at L-1246 Luxembourg, 2a, rue Albert Borschette, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 181.124, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary Maître Martine SCHAEFFER dated 02 September 2013, published Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 3081 dated 05th December 2013 and whose articles of incorporation have not been amended since.

The Sole Shareholder acknowledges that the present extraordinary general meeting is regularly constituted and that it may validly deliberate on the following agenda:

Agenda

(1) Waiving of notice right;

(2) Decision to convert the share capital of the Company from US Dollar (USD) to Russian Rouble (RUB) using the exchange rate provided by the European Central Bank as at 27 December 2013 being USD 1 (one US Dollar) for RUB 32.54 (thirty-two Russian Rouble and fifty-four pence), so that the share capital of the Company, currently amounting to USD 70,000.- (seventy thousand US Dollars) represented by 70,000 (seventy thousand) shares of USD 1.- (one US Dollar) each, will amount to RUB 2,277,800 (two million two hundred and seventy-seven thousand eight hundred Russian Rouble) represented by 56,945 (fifty-six thousand nine hundred and forty-five) shares of a nominal value of RUB 40 (forty Russian Rouble) each.

(3) Decision to amend article 5.1. of the articles of incorporation of the Company so as to reflect the resolution to be adopted under items (2).

(4) Miscellaneous.

After deliberation, the following resolutions were taken unanimously by the Sole Shareholder of the Company:

First resolution

The Sole Shareholder decides to waive the notice of right.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to convert the share capital of the Company from US Dollar (USD) to Russian Rouble (RUB) using the exchange rate provided by the European Central Bank as at 27 December 2013 being USD 1 (one US Dollar) for RUB 32.54 (thirty-two Russian Rouble and fifty-four pence), so that the share capital of the Company, currently amounting to USD 70,000.- (seventy thousand US Dollars) represented by 70,000 (seventy thousand) shares of USD 1.- (one US Dollar) each, will amount to RUB 2,277,800 (two million two hundred and seventy-seven thousand eight hundred Russian Rouble) represented by 56,945 (fifty-six thousand nine hundred and forty-five) shares of a nominal value of RUB 40 (forty Russian Rouble) each.

Third resolution

As a result of the above resolution, the Sole Shareholder resolved to amend article 5.1. of the articles of incorporation of the Company, which shall forthwith read as follows:

5.1. The Company's corporate capital is set at two million two hundred and seventy-seven thousand eight hundred Russian Rouble (RUB 2,277,800.-) represented by fifty-six thousand nine hundred and forty-five (56,945) shares with a par value of forty Russian Rouble (RUB 40.-) each, all subscribed and fully paid-up, each share having such rights and obligations as set out in the present Articles.»

Closure of the meeting - Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1, 400.-).

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting was closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing person, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant.

Whereof, the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le trente et un décembre

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

PRIMO-JC Holdings Limited, une société existante sous les lois de Jersey, ayant son siège social à Elizabeth House, 9 Castle Street, St Helier, JE2 3RT, Jersey, et enregistrée auprès de la Jersey Financial Services Commission sous le numéro 113879, représentée par Monsieur Erwin VANDE CRUYS, employé privé, avec adresse professionnelle à 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en décembre 2013, (L'Associé Unique),

ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentaire, demeurera attachée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentaire de prendre acte de ce qu'il représente la totalité du capital social de "PC LuxS.à r.l." (la Société), société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-1246 Luxembourg, 2a, rue Albert Borschette, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 181.124, constituée selon un acte de la notaire soussignée en date du 02 septembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 3081 du 05 décembre 2013 et dont les statuts n'ont pas été changés depuis.

L'Associé Unique déclare que la présente assemblée générale extraordinaire est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

(1) Renonciation aux formalités de convocation;

(2) Décision de convertir le capital social de la Société d'US dollar (USD) en Rouble Russe (RUB) par application du taux de change publié par la Banque centrale européenne le 27 décembre 2013, à savoir 1 US dollar pour 32,54 Roubles Russes, de sorte que le capital social de la Société, actuellement de USD 70.000,- (soixante-dix mille US dollars) représenté par 70.000 (soixante-dix mille) parts sociales de USD 1,- (un US dollar) chacune, s'élèvera à RUB 2.277.800 (deux millions deux cent soixante-dix-sept mille et huit cents Roubles Russes) représentées par 56.945 (cinquante-six mille neuf cent quarante-cinq) parts sociales nominatives d'une valeur nominale de RUB 40 (quarante Roubles Russes) chacune;

(3) Décision de modifier l'article 5.1. des statuts de la Société de manière à refléter la résolution à être adoptée au point (2);

(4) Divers.

Ces faits exposés et reconnus comme correspondant à la réalité par l'assemblée, l'Associé Unique, dûment représenté, a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de renoncer aux formalités de convocation.

Seconde résolution

L'Associé Unique décide de convertir le capital social de la Société d'US dollar (USD) en Rouble Russe (RUB) par application du taux de change publié par la Banque centrale européenne le 27 décembre 2013, à savoir 1 US dollar pour 32,54 Roubles Russes, de sorte que le capital social de la Société, actuellement de USD 70.000,- (soixante-dix mille US dollars) représenté par 70.000 (soixante-dix mille) parts sociales de USD 1,- (un US dollar) chacune, s'élèvera à RUB 2.277.800 (deux millions deux cent soixante-dix-sept mille et huit cents Roubles Russes) représentées par 56.945 (cinquante-six mille neuf cent quarante-cinq) parts sociales nominatives d'une valeur nominale de RUB 40,- (quarante Roubles Russes) chacune.

Troisième résolution

En conséquence de la résolution ci-dessus, l'Associé Unique a décidé de modifier l'article 5.1. des statuts de la Société, qui se lira comme il suit:

« **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à deux millions deux cent soixante-dix-sept mille et huit cents Roubles Russes (RUB 2.277.800,-) représenté par cinquante-six mille neuf cent quarante-cinq (56.945) parts sociales sous forme nominative ayant une valeur nominale de quarante Roubles Russes (RUB 40,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.»

Clôture de l'assemblée - Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites du présent acte sont estimés à mille quatre cents Euros (EUR 1.400,-) Aucun point ne restant à l'ordre du jour, et en l'absence de toute intervention, l'assemblée fut clôturée.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande de la même comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête de la présente.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: E. Vande Cruys et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 07 janvier 2014. LAC/2014/839. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société.

Luxembourg, le 22 avril 2014.

Référence de publication: 2014059461/129.

(140068602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2014.

Sequoia, Société Anonyme Soparfi, (anc. Sequoia S.A. - SPF).

Siège social: L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 171.096.

L'an deux mille quatorze, le neuf avril.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbrück,

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme SEQUOIA S.A. -SPF, dont le siège est établi à L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 171.096.

La société a été constituée par acte authentique reçu par le notaire Edouard Delosch, de résidence à Diekirch, le 10 août 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2369 du 22 septembre 2012.

La séance est ouverte à 9.00 heures sous la présidence de Monsieur Christoph FANK, employé privé, demeurant professionnellement à L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss.

L'assemblée renonce à l'unanimité à la désignation d'un secrétaire et d'un scrutateur.

L'assemblée a été réunie avec l'ordre du jour suivant:

- 1) Modification de la raison sociale en «SEQUOIA» et modification subséquente de l'article 1^{er} des statuts.
- 2) Modification de l'article 4 des statuts concernant l'objet social.
- 3) Modification de l'article 17 des statuts pour le mettre en conformité avec les résolutions précédentes.
- 4) Divers.

Tous les actionnaires, représentant l'intégralité des cent actions, sont présents ou représentés, de sorte que l'assemblée pourra valablement délibérer sans avoir à prouver que les convocations ont été expédiées, publiées suivant les règles légales et statutaires.

L'assemblée décide qu'elle est valablement constituée et aborde l'ordre du jour. Après discussion, l'assemblée adopte à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide à l'unanimité de transformer la société en Société de participation financière ("Soparfi") et en conséquence de modifier l'article 1^{er} des statuts qui aura la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}** . Il existe une société anonyme sous la dénomination de "SEQUOIA".

Deuxième résolution

L'assemblée décide à l'unanimité de modifier l'article 4 des statuts qui aura la teneur suivante:

" **Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations;

Elle peut également acquérir, détenir, exploiter et mettre en valeur toutes marques de fabrique ainsi que tous brevets et autres droits dérivant de ces brevets ou pouvant les compléter et en général acquérir, détenir, exploiter et mettre en valeur tout type de propriété intellectuelle;

La société a également pour objet l'acquisition, la mise en valeur, la location, et la vente de biens immobiliers destinés ou appartenant à son propre patrimoine immobilier;

La Société pourra emprunter ou accorder des prêts à d'autres entreprises dans lesquelles elle détient une participation ou un intérêt, avec ou sans garantie, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution personnelle et/ou réelle, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, sous réserve des dispositions légales afférentes et participer à la constitution, au développement, à la gestion, à la transformation et au contrôle de toutes sociétés;

Elle exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger;

D'une façon générale, la Société pourra réaliser toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger."

Troisième résolution

En conformité de ce qui précède l'assemblée décide, à l'unanimité, de modifier l'article 17 des statuts qui aura la teneur suivante:

" **Art. 17.** Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives."

Rien d'autre n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Frais

Les frais des présentes évalués à 750,00 € sont à charge de la société.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Ettelbrück, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite, l'actionnaire comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Christoph FANK, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 10 avril 2014. Relation: DIE/2014/4648. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur pd (signé): Recken.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 28 avril 2014.

Référence de publication: 2014059531/67.

(140068288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2014.